

opera mundi europe

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE

LE
GE
RE
LE
BS
MC

DANS CE NUMERO

LIBRARY

- LA LETTRE DE BRUXELLES (P. 1-4)

Savoir perdre pour gagner

- LES COMMUNAUTES AU TRAVAIL (P. 5-10)

Où en est la politique industrielle commune ?
Nouvelle réglementation des aides au charbon

- EUROFLASH : (P. 11-61)

Sommaire analytique, P. 11

Index alphabétique, P. 58

N° 576 - 1er Septembre 1970

100 Av. Raymond-Poincaré

PARIS 16^e



OPERA MUNDI - EUROPE

RAPPORTS HEBDOMADAIRES SUR L'ECONOMIE EUROPEENNE

DIRECTION GÉNÉRALE ET RÉDACTION

100, Avenue Raymond Poincaré - PARIS 16^e

Tél. : 704.53.20 MUNDI-PARIS
Télex : 27 989
CCP PARIS 3235-50

DIRECTEUR	Paul WINKLER
Directeur Adjoint	Charles RONSAC
RÉDACTEUR EN CHEF	André GIRAUD
Service Informations	Guy de SAINT CHAMAS
Service Études et Documentation	Alain-Yves BUAT
Institutions Européennes	Rudiger BARTHAUER
	Gabriela KAHLLIG
	Jean LAURE

SUISSE

54, rue Vermont
GENÈVE - Tél. 33 7693

BENELUX

12, rue du Cyprès
BRUXELLES - Tél. : 18-01-93

ITALIE

Piazza S. Maria Beltrade, 2
20123 MILANO - Tél. 872.485 - 872.492

ABONNEMENTS	Un an	6 mois
Série hebdomadaire	FF. 1.200	FF. 700
Série semestrielle	FF. 400	
(La revue n'est pas vendue au Numéro)		

L E T T R E D E B R U X E L L E S

Bruxelles. - Jamais sans doute depuis 1958 la Communauté Européenne n'aura autant évolué qu'au cours des douze derniers mois. Les vacances fournissent toujours l'occasion de dresser des bilans. Celui que l'on peut établir en cet été 1970 est très largement positif. Certes il n'est pas dit qu'à terme, l'évolution actuelle de la CEE sera nécessairement considérée comme bénéfique. Du moins, la Communauté est-elle sortie d'un immobilisme qui ne pouvait pas ne pas la conduire à la déliquescence. Aujourd'hui, il y a mouvement. Sur quoi débouchera-t-il ? Bien perspicace celui qui pourrait le dire avec certitude. Le tube à essai est entré en ébullition. Son contenu donnera-t-il un nouveau "précipité" européen ? Ou s'évaporerait-il sans laisser de traces ?

A l'origine de la relance, on trouve, cela n'est pas douteux, trois faits de politique intérieure : les changements de gouvernement en France, en République Fédérale et en Grande-Bretagne. Le départ du Général de Gaulle prend à présent figure d'histoire ancienne. Pourtant il ne remonte qu'à un peu plus d'un an. Il est clair que la méfiance qui entourait le Général, les procès - d'intention ou véritables - qui lui étaient faits rendaient impossible tout progrès vers l'intégration communautaire. On en était arrivé à un blocage complet, physique et psychologique. L'arrivée au pouvoir de Georges Pompidou a indéniablement mis de l'huile dans les rouages européens.

Les thèses françaises ont-elles changé quant au fond ? On peut être tenté de répondre par la négative, d'autant plus que le Président français doit tenir compte de quelques sourcilleux gardiens de l'orthodoxie gaulliste. En fait, bien que les incontestables concessions françaises soient souvent qualifiées de formelles, elles traduisent de profondes modifications de comportement politique. Ainsi en est-il de l'ouverture des négociations avec la Grande-Bretagne, de la mise en place de la politique commerciale commune, des conséquences institutionnelles du Règlement financier agricole, des relations avec Israël, etc ... La politique européenne de la France a donc changé, et peu importe au fond que ce changement provienne d'une orientation personnelle du nouveau chef de l'Etat, ou du fait qu'en tout état de cause, le Général de Gaulle parti, n'importe quel gouvernement aurait été obligé d'adopter une attitude analogue.

En République Fédérale, l'accession de Willy Brandt à la Chancellerie n'a sans doute pas eu encore de conséquences très visibles sur la situation communautaire. A ceci près toutefois, qui n'est pas négligeable : elle a fait disparaître une certaine outrecuidance à laquelle les dirigeants de la C. D. U. - C. S. U. avaient un peu trop tendance à s'abandonner, avec pour résultat une in-

déniable amélioration du climat communautaire. En réalité cependant, on commence tout juste à mesurer l'extraordinaire influence que le nouveau gouvernement allemand va avoir sur l'évolution européenne à la suite du Traité qu'il vient de conclure avec l'URSS. C'est à bride abattue que Brandt a conduit l'opération de normalisation des rapports de Bonn avec Moscou, et chacun s'accorde à reconnaître que les répercussions de son succès sur les affaires européennes seront profondes.

Quant aux récentes élections britanniques, elles ne peuvent qu'être favorables à la construction européenne. Les doutes les plus sérieux avaient été émis sur la sincérité de la conversion de Wilson à la cause communautaire. De là à affirmer le Royaume-Uni tout entier converti à l'Europe, il y a un pas difficile à franchir. Tous les sondages effectués en Grande-Bretagne ne peuvent qu'inciter à la prudence, tout comme le comportement des négociateurs de Londres lors des premières discussions d'adhésion.

Au total, la venue au pouvoir de Georges Pompidou, de Willy Brandt et d'Edward Heath - et aussi, depuis peu, celle d'Emilio Colombo en Italie - a déjà pour mérite de donner à l'intégration communautaire un "supplément de crédibilité" et, en tout cas, un sang nouveau.

C'est à La Haye, les 1er et 2 décembre 1969, que la Communauté est sortie du tunnel. L'initiative de cette réunion au sommet - dont le communiqué final est devenu la nouvelle Bible de l'Europe - avait été prise par Georges Pompidou, et Paris s'affirmait ainsi prêt à desserrer des freins placés sur le mécanisme de l'intégration. Le frein essentiel était évidemment le veto opposé jusqu'ici par la France à l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Grande Bretagne. Les cinq autres pays membres avaient fini par faire de cette ouverture une "question d'honneur". Dès lors le débat n'était plus raisonnable ni raisonné, si bien qu'en maintenant sa position - fondée ou non - la France prenait en fait la responsabilité de la dilution de l'oeuvre entreprise. A ne rien risquer, on risquait de tout perdre et c'est ce que comprit le Président français. D'où le revirement opéré. A deux conditions toutefois, qui ont été remplies - formellement à tout le moins : l'ouverture des négociations sur la base d'une position commune des Six, l'adoption d'un Règlement financier définitif de la politique agricole commune.

La définition de la position commune des Six a été acquise en un minimum de temps et les négociations avec les candidats ont pu, comme prévu à La Haye, débuter le 30 juin 1970. L'essentiel est, en premier lieu, qu'il existe une position commune et que les Etats membres ne se soient pas présentés en ordre dispersé; en second lieu, qu'il ait été entendu, notamment en matière agricole, que la solution des problèmes posés à la Grande-Bretagne devrait être recherchée par des mesures de transition, et non par la modification des règles déjà établies.

Quant au Règlement financier, prétexte à de nombreuses années de luttes intestines, il est maintenant définitif. Le texte adopté déborde d'ailleurs très largement le seul cadre agricole. Il concerne en fait le financement de toutes les activités européennes dans l'avenir : dépenses normales de fonctionnement des Communautés, Euratom, Fonds Social Européen pour l'instant; mais demain Fonds social "élargi", dépenses relatives à la coopération technologique, à la politique régionale, etc... Le trésor européen n'est plus seulement approvisionné par les prélèvements agricoles, mais également par les droits de douane industriels dans leur totalité ainsi qu'à terme par une fraction de l'impôt commun européen, la TVA. C'est l'amorce d'un budget communautaire à vocation générale.

Reste à savoir si ces deux engagements - position commune de négociations et financement européen - vont garder leur caractère définitif maintenant qu'ils sont confrontés à l'obstacle de la demande d'adhésion britannique. Il n'a pas fallu plus d'une réunion avec la délégation britannique pour se rendre compte de leur fragilité. Londres a clairement fait savoir que le Règlement financier ne pouvait, dans son état actuel, être accepté. Du fait que les Six n'ont pas immédiatement réagi, il est évident que les deux engagements sont d'ores et déjà sérieusement menacés puisqu'en vertu de la position commune, tout ce à quoi la Grande-Bretagne aurait pu prétendre en principe était une période de transition prolongée lui permettant de prendre les mesures d'adaptation nécessaires; et puisqu'en vertu du caractère définitif de Règlement financier, la question ne devrait même pas se poser d'une nouvelle négociation à son sujet.

En réalité pourtant, si menace il y a, c'est parce que chacun part du postulat que la négociation aura une issue positive, c'est-à-dire que la Grande-Bretagne sera admise malgré tout. On tient pour acquis en effet que la France n'a pas accepté l'ouverture des négociations pour "placer" dans six mois ou un an un troisième veto. On tient également pour acquis que si, par extraordinaire, Paris s'engageait dans cette voie, certains Etats membres saisiraient cette occasion pour se dégager autant que possible de la construction européenne : la "montée" économique et politique de l'Allemagne ne laisse pas insensibles quelques capitales. Ces certitudes n'excluent évidemment pas l'éventualité de voir la Grande-Bretagne, pour des raisons de politique intérieure, renoncer à l'adhésion. Mais, dans ce cas, les conséquences pour l'avenir de la Communauté seraient identiques selon toute vraisemblance. Ce qui signifie que les Six, quoique chacun d'eux puisse en penser en son for intérieur, sont condamnés à obtenir l'élargissement de la Communauté.

Cela étant, cette opération pourrait être un succès pour peu que trois conditions soient remplies. Tout d'abord, que la Communauté telle qu'elle existe actuellement par ses Règlements n'en sorte pas trop dénaturée. L'équilibre agriculture-industrie a été établi avec soin. Que des exceptions soient accordées à un nouveau membre dans un secteur, et rien ne dit que demain des dérogations identiques ne seront pas réclamées dans d'autres secteurs par certains anciens membres. De même, il ne faudrait pas que les périodes de transition soient

trop longues : on sait le peu d'empressement mis, par exemple, par l'Italie pour adopter le système de la TVA. Que se passerait-il si la Grande-Bretagne bénéficiait d'un délai de dix ans pour instaurer ce système fiscal ? De proche en proche, c'est tout ce que la Communauté a difficilement construit qui pour-
raît être remis en cause.

En second lieu, que les Six aient une vision claire de ce que représente l'élargissement, et en tirent franchement les conséquences. L'opération intéresse quatorze pays européens. Outre les quatre candidats à l'adhésion, il faut en effet tenir compte aussi de la Suède, de la Suisse, de l'Autriche, de la Finlande, de l'Islande et du Portugal, tous membres de l'AELE, ainsi que de la Grèce, de la Turquie, de l'Espagne et de la Yougoslavie. Tous ces pays sont en quelque sorte candidats à une vaste zone tarifaire européenne. Il ne s'agit pas d'utiliser cet argument - le risque de dilution - pour en conclure que l'adhésion anglaise est impossible, mais au contraire de prendre les moyens nécessaires pour éviter cette dilution, qui est une éventualité objective, grâce à un renforcement des liens qui existent entre les Etats membres.

En troisième lieu, que les Six entreprennent dès maintenant ce renforcement. En principe, d'ailleurs, un parallélisme a été établi entre l'élargissement et renforcement. Sera-t-il respecté ? Le critère en sera les dispositions que les Six adopteront avant la fin de l'année en matière d'unification économique et monétaire. Des progrès, certes, ont été accomplis à ce propos depuis un an. Les Etats membres, par exemple, se sont dotés d'un mécanisme de soutien monétaire à court terme. Mais on sait que cette décision ne fait qu'officialiser une pratique de fait. Pour le reste, on a beaucoup "étudié"; plus probants serait un accord pour l'établissement d'un mécanisme de concours financier à moyen terme, la décision de refuser d'élargir entre les Six les marges de fluctuation des taux de change ou, d'une façon générale, la mise en route du plan d'unification monétaire "à dix ans" soumis actuellement au Groupe Werner.

Est-ce possible tant que la Grande-Bretagne n'est pas dans la Communauté ? Telle est pourtant la condition, avec la mise en oeuvre de la coopération technologique et industrielle, qui doit être remplie pour que l'adhésion de Londres constitue un effectif succès pour l'Europe.

LES COMMUNAUTÉS AU TRAVAIL

OU EN EST LA POLITIQUE INDUSTRIELLE COMMUNE ?

Dès sa mise en place en juillet dernier, la nouvelle Commission a marqué sa volonté de considérer comme un ensemble cohérent d'une part la politique industrielle commune, et d'autre part les politiques de recherche scientifique et de développement technologique. C'est pourquoi d'ailleurs elle a confié à un seul de ses membres, M. Spinelli, la responsabilité de ces trois politiques et elle se prépare à prendre, dès la rentrée, de nouvelles initiatives en ces domaines afin de réduire des divergences de vues encore profondes entre Etats membres.

En matière de politique industrielle, la Commission a déjà présenté au Conseil une série de textes importants prévoyant une progression dans cinq directions fondamentales : (1) achèvement du marché unique, c'est-à-dire élimination des entraves techniques aux échanges, ouverture des marchés publics et abolition des frontières fiscales; (2) unification du cadre juridique, fiscal et financier; (3) réforme de structures des entreprises; (4) organisation des mutations et adaptations nécessaires; (5) extension de la solidarité communautaire aux relations économiques avec les pays tiers, notamment pour ce qui est de la politique commerciale, des crédits et aides à l'exportation, du développement des investissements et des sociétés multinationales, et de la coopération technologique. Dans ce cadre, la Commission a proposé également l'accélération de certains travaux déjà en cours, qu'il s'agisse de la réforme du Fonds social, de la mise en oeuvre d'une politique régionale, de l'adoption du statut de la société de droit européen, ou de certaines directives fiscales.

L'ensemble de ces propositions, tout en prévoyant un certain nombre d'interventions directes, réserve le rôle véritablement moteur à la concurrence, et c'est sur ce point que des difficultés sont apparues. En effet, pour éliminer les entraves de toutes natures qui s'opposent à une politique industrielle commune, il va falloir prendre des mesures tendant à faciliter l'interpénétration des industries, dont évidemment les industries de pointe ou de technologie avancée. Mais quel rôle convient-il de laisser là à la libre concurrence ? Ou plutôt quelle pondération établir entre mesures d'encouragement à la coopération industrielle et à l'unification effective du marché d'une part, et d'autre part cet élément stimulateur essentiel de la compétitivité internationale de l'industrie communautaire que constitue la concurrence ?

Des divergences de vues de caractère fondamental se sont manifestées à ce propos dès la première discussion ministérielle sur les propositions de la Commission. Certaines délégations, notamment celle de la France, ont d'ailleurs tenu à marquer leur position en soumettant à la réflexion du Conseil de véritables contrepropositions qui expriment leurs préoccupations nationales, mais aussi leur philosophie économique générale. Certes, les Etats-membres ont été unanimes à juger capitale la mise en route d'une politique industrielle commune dans la perspective d'un renforcement de l'intégration communautaire. Mais leurs préoccupations se sont montrées dissemblables quand ils en sont venus à la définition de cette politique, c'est-à-dire à la désignation des objectifs qu'il convient de lui assigner dans le cadre de la politique économique et financière de la Communauté.

C'est ainsi que les délégations allemande et néerlandaise, dont l'attachement à un libéralisme économique centré sur la libre concurrence n'a plus à être prouvé, ont exprimé le souhait que le Conseil commence par un échange de vues de caractère général sur les objectifs de la politique industrielle. De leur côté, les délégations de France et de Belgique voulaient que l'on commence par préciser les choix à faire en ce qui concerne l'échelle des priorités des nouvelles actions à entreprendre. Pour sa part, l'Italie insistait sur la nécessité - capitale pour elle - de tenir compte du contexte géographique et régional du développement industriel dans la Communauté.

Selon Bonn et La Haye, il s'agit avant tout de fournir à l'initiative des entreprises un cadre permettant à la concurrence de jouer au mieux à l'intérieur de la Communauté et à l'égard des pays tiers. Les interventions administratives doivent donc se borner aux mesures strictement indispensables dans des cas d'espèce où les déséquilibres éventuels ne sauraient être éliminés par le seul jeu de la compétition. De plus elles doivent être limitées dans le temps et conçues de manière à éviter toute distorsion de la concurrence. En d'autres termes, l'élément primordial de la politique industrielle est le libre développement de la concurrence, même si, par souci d'amélioration de la recherche et de l'innovation, certaines mesures de soutien se révèlent indispensables. Pour que s'accomplissent les refontes de structures qui s'imposent dans les pays et régions, il suffit d'éliminer les obstacles à la coopération entre entreprises, et les problèmes sociaux qui pourront se poser alors devront être résolus dans le cadre de la réforme du Fonds social.

Selon Paris, où l'on pense surtout à des politiques concertées aussi bien dans le domaine des commandes publiques que dans celui des aides ou celui des investissements étrangers, les vues germano-néerlandaises représentent un regrettable retrait par rapport aux directives formulées lors du Sommet de La Haye. Pour Rome, il existe une étroite relation entre les objectifs de la politique industrielle et l'implantation territoriale des entreprises, et il serait opportun de développer l'étude des problèmes propres aux entreprises publiques et de leur rôle dans le développement économique équilibré de la Communauté.

D'une manière générale, ces différences de position reflètent, outre des différences de philosophie économique, les différences de structures industrielles que l'on peut observer dans les différentes régions de la Communauté. Il semble pourtant - et tel est notamment l'avis de la Commission - qu'elles ne devraient pas rester insurmontables, et qu'un terrain d'entente minimum devrait pouvoir être trouvé. Ce sera malgré tout une oeuvre de longue haleine, réclamant des études préalables plus approfondies avec la participation des experts des Etats membres.

Le Conseil a par conséquent chargé le Comité des Représentants permanents de poursuivre le débat de caractère général sur la politique industrielle, donnant ainsi satisfaction aux gouvernements allemand et néerlandais. Il l'a également chargé de discuter des actions nouvelles proposées par la Commission, notamment en ce qui concerne la réalisation effective du marché commun dans certains secteurs de technologie avancée et des biens d'équipement, des mesures susceptibles de faciliter les regroupements industriels transnationaux au sein de la Communauté, de l'organisation de la solidarité communautaire dans le domaine de la coopération technologique. Enfin, il l'a chargé d'examiner le problème de la concertation des aides octroyées par les Etats membres, celui de la concertation des pays membres devant les investissements étrangers, ainsi que la possibilité de faire appel à la formule du "groupement d'intérêt économique" pour faciliter les regroupements transnationaux d'entreprises. Il a été nettement précisé toutefois que le choix de ces sujets ne préjuge en rien de la suite qui pourra être réservée aux conclusions du Comité.

Toute la question est maintenant de savoir dans quelle mesure les délibérations des experts gouvernementaux ainsi que les nouvelles initiatives de la Commission permettront le rapprochement des points de vues, faute duquel aucun progrès véritable en direction de la mise sur pied d'une politique industrielle communautaire ne pourra être accompli.

En revanche, un progrès effectif a été réalisé en matière de coopération scientifique et technologique. Sur la base du Rapport Aigrain concernant les actions de coopération à entreprendre dans sept domaines prioritaires (métallurgie, océanographie, météorologie, télécommunications, nuisances, nouveaux moyens de transport et informatique), quinze pays européens, dont les Six et les quatre candidats à l'adhésion, ont fait connaître leur intérêt pour une coopération dans une cinquantaine de projets déterminés. Le Conseil a donc invité les neuf pays tiers à ouvrir la deuxième phase des travaux, qui consiste à confier à des groupes de travail le soin de préparer, à l'intention des Ministres de la Technologie, des projets d'accords assortis de programmes et de modalités précises de mise en oeuvre des actions retenues.

Afin de donner la meilleure cohérence aux travaux de ces groupes, un Comité de hauts fonctionnaires devra être formé avec pour tâche : (1) de

donner à chaque groupe des directives d'exécution de façon à assurer la coordination nécessaire entre les actions ou programmes retenus; (2) d'étudier tous les problèmes communs susceptibles de découler de ces actions, notamment en ce qui concerne le cadre juridique et les modalités financières et administratives, les problèmes de propriété industrielle, le rôle de l'industrie; (3) de préparer les délibérations des Ministres de la Technologie. L'ensemble des travaux et études à effectuer au cours de cette deuxième phase bénéficiera d'un budget de \$ 0,6 million à répartir entre les quinze pays participants selon une clef fondée sur leur produit national brut.

Il est vrai que cette décision du Conseil, qui devra encore être approuvée par les neuf pays tiers, ne constitue en fait qu'une décision de procédure. On est donc encore loin du lancement pratique de la coopération. Dans la plupart des secteurs, ce lancement ne pourra probablement pas avoir lieu avant le second semestre 1971. Cela étant, le coup d'envoi n'en est pas moins donné, et il s'agira maintenant de soutenir cet élan.

A cet égard, il faut souligner l'intérêt porté par certaines délégations, comme par la Commission, à une proposition du gouvernement belge visant à donner à la coopération scientifique et technologique le caractère d'un ensemble cohérent permettant d'amorcer une véritable politique européenne en la matière. Une telle politique devrait évidemment disposer d'instruments et d'équipements communs. Mais il serait irrationnel de créer ceux-ci de toute pièce s'il en existe déjà à l'intérieur de la Communauté. Ainsi en vient-on au problème de la réorganisation du Centre Commun de Recherches Nucléaires et de la réorientation d'Euratom.

Lors de sa session du 6 décembre 1969, le Conseil avait chargé la Commission et le Comité des Représentants permanents d'examiner, entre autres, les possibilités de donner une nouvelle structure à la gestion du Centre Commun et à l'élaboration des Programmes de Recherche, ainsi que les possibilités de confier au Centre l'exécution de travaux du domaine non nucléaire. Sur ces sujets, la Commission a élaboré des propositions, auxquelles se sont ajoutés les avis élaborés par un groupe de quatre experts indépendants ainsi que différentes études du Comité des Représentants permanents. Cependant, le rapport intérimaire présenté le 23 juillet dernier au Conseil n'a guère permis de déceler de progrès tangibles en la matière. La discussion sera donc reprise lors d'une session ministérielle fixée aux 12 et 13 octobre prochain.

Le Président du Conseil a exprimé l'espoir qu'il sera possible de réaliser alors des progrès substantiels, à condition que les délégations soient toutes animées d'une ferme volonté politique d'aboutir. Un schéma de solution - soutenu d'ores et déjà par tous les gouvernements à l'exception de celui de la France - s'est en effet dégagé des travaux de la Commission et des juristes du Conseil : la Commission déléguerait certains de ses pouvoirs au futur Directeur général du Centre Commun, ce qui donnerait une plus grande

souplesse à la gestion du Centre tout en la maintenant sous la responsabilité de la Commission; le Conseil se bornerait (sans pour autant abandonner les pouvoirs qui lui sont conférés par le Traité) à fixer les grandes lignes des programmes de recherche et les dépenses globales. On arriverait ainsi, sans qu'il soit besoin de recourir à une révision du Traité, à introduire un "management de recherche" dans la gestion du Centre, à lui donner une plus grande mobilité dans l'exécution des programmes et dans l'utilisation de son potentiel en personnel et en matériel.

Les gouvernements se sont engagés à utiliser au mieux le délai de réflexion qui leur est laissé jusqu'à octobre. De fait, le temps presse. ne serait-ce qu'en raison de la détérioration rapide du climat psychologique qui règne dans les équipes de chercheurs des différents établissements du Centre Commun, où l'absence de programmes se fait gravement sentir.

NOUVELLE REGLEMENTATION DES AIDES AU CHARBON

Dès le 1er janvier 1971, une nouvelle formule devra se substituer à la Décision 3/65 de la Haute Autorité, venue à expiration, en ce qui concerne l'aide des Etats à l'industrie charbonnière. Cette formule devra correspondre aux principes développés dans la Première Orientation de la Commission pour une politique communautaire de l'énergie. Ce texte préconise, entre autres, la confrontation régulière des perspectives quantitatives de production à moyen terme par bassins en vue de réaliser une meilleure adaptation de l'extraction aux possibilités d'écoulement ainsi que la concentration de la production à maintenir sur les sièges les plus productifs, compte-tenu de leur localisation par rapport aux marchés, des qualités demandées et de l'évolution économique-sociale des régions considérées.

Selon les experts de Bruxelles, il conviendrait que les gouvernements transmettent à la Commission, le 30 septembre de chaque année, les informations relatives à chaque bassin ou entreprise. Ces informations devraient comporter une prévision de l'évolution probable au cours des cinq années suivantes de la production et de la consommation globales, ainsi qu'une prévision détaillée pour les trois années à venir de l'évolution de la production et de la consommation ventilées entre quatre secteurs : carbonisation, centrales électriques, autres industries et foyers domestiques.

Ces informations devraient également faire connaître à la Commission, pour les trois années à venir, les tonnages engagés par contrats à moyen terme et à long terme dans les secteurs de la carbonisation et des centrales ainsi que les problèmes de restructuration et de réemploi liés à l'évolution quantitative de la production. Enfin la Commission devrait être informée des fermetures prévues pour l'année suivante et des mesures engagées pour le réemploi de la main d'oeuvre congédiée.

Pour ce qui est des aides financières à proprement parler, la nouvelle réglementation distinguera entre celles qui sont liées à la fermeture de sièges d'extraction et qui ne pourront excéder les frais effectivement liés à ces fermetures, et celles qui visent à l'adaptation des entreprises : financement d'investissements, couverture de pertes d'exploitation, augmentation de l'élasticité de l'offre.

En matière de prix, les barèmes publiés en vertu de l'article 61 du Traité CECA ne devront pas être inférieurs aux prix de l'énergie concurrente. Pour garantir que les prix appliqués ne perturbent pas le marché commun, la Commission pourra, pour les entreprises bénéficiaires d'aides, limiter le droit à l'alignement prévu par l'article 60 et leur imposer le respect de prix minima.

E U R O M A R K E T

- P. 15 - AMEUBLEMENT - Allemagne: BEKA-MÖBELWERKE passe sous le contrôle de KÜBEL.
- P. 15 - ASSURANCES - Belgique: R.V.S. RISQUES DIVERS est à capital néerlandais. Grande-Bretagne: A.G. DE 1830 ouvre une succursale à Londres. Pays-Bas: Les accords D. HUDIG & C°/LANGEVELDT, DE VOS, DE WAAL; D. HUDIG & C°/SEGUROS ANTILLAS.
- P. 16 - AUTOMOBILE - Algérie: BERLIET-ALGERIE passe sous le contrôle absolu de SONACOME. Autriche: CARE CAR RENTAL SYSTEM s'installe à Vienne; AUTO-LEASING & MIETDIENST est à capital allemand. France: Réorganisation des intérêts de HONDA. Suisse: EHRET RENT A CAR est à capital allemand.
- P. 17 - BATIMENT & TRAVAUX PUBLICS - Allemagne: ASBESTOS s'installe à Nordenham et HOLLANDSCHE BETON GROEP à Langenhagen; BOSWAU & KNAUER prend le contrôle de BAUHÜTTE-WESER-EMS. Belgique: IRIS BELGIUM est à capital italien; A. LEPOIVRE & CIE ferme sa filiale de Waterloo; Réorganisation du groupe DE PAUW. France: ANTVERPIA est à capital belge; S.E.R.I. ouvre une succursale à Rouen; Réorganisation des ENTREPRISES FOUGEROLLE; Création de SIPPELOR; IMMOBILIERE FRANCE-BUREAUX est filiale de FINANCIERE HAUSSMANN; ENTREPRISES DEVARS NAUDO & CIE prend 25 % dans SAINRAPT & BRICE. Pays-Bas: Association germano-néerlandaise dans FUNDERINGSTECHNIEK NEDERLAND.
- P. 19 - CHIMIE - Allemagne: TH. GOLDSCHMIDT prend le contrôle de PRODORIT-VERTRIEBS; CASCO A/B s'installe à Dortmund; METALTHERM ouvre une succursale à Aachen; DEUTSCHE HYDRIERWERKE est filiale de HENKEL. Belgique: RENTOKIL GROUP s'installe à Etterbeek. France: CIE DE MOKTA négocie la cession de ses intérêts dans la STE DE LA CORNOUAILLE FRANCAISE; CENTRALE DE DYNAMITE élargit sa participation dans NOBEL BOZEL. Italie: Association franco-italienne dans TRABIA; Association anglo-italienne dans JOHNSON BLOY BAGLINI. Pays-Bas: INTERNATIONAL COATING MATERIALS passe sous le contrôle de PETROFINA.
- P. 21 - COMMERCE - Autriche: Création de QUELLE HANDELS.
- P. 22 - CONSEIL ET ORGANISATION - Allemagne: METRA INTERNATIONAL constitue DIVO INMAR. Autriche: ICEF-CONSULTING ouvre une succursale à Vienne. Belgique: Association belgo-suisse dans HEINZ GOLDMANN SALES CENTRE ASSOCIATED. France: SEMA-METRA INTERNATIONAL se transforme en METRA INTERNATIONAL; CIE DES SIGNAUX & D'ENTREPRISES ELECTRIQUES devient actionnaire de STE D'ETUDES & CONSEILS AERO. Pays-Bas: W.D. SCOTT & C° (NEDERLAND) est à capital australien.

- P. 23 - CONSTRUCTION ELECTRIQUE - Allemagne: Les accords PHILIPS/BAUK-NECHT; ELEKTRONIK-EXPORT-IMPORT est d'origine yougoslave. Autriche: KIEPE-ELEKTRIK développe sa filiale de Vienne. Belgique: SONICS s'installe à Anvers; Réorganisation des intérêts communs PHILIPS/A. C. E. C. France: Double rationalisation dans les intérêts de PHILIPS; EGO FRANCE est à capital allemand; REISCH & CIE GmbH ouvre une succursale à Paris. Italie: JISKOOT AUTOCONTROL LTD s'installe à Milan. Pays-Bas: GEVEKE & GROENPOL passe sous le contrôle de S. H. V.; PETERS SPENCER INTERNATIONAL est à capital allemand.
- P. 26 - CONSTRUCTION MECANIQUE - Allemagne: S.K.F. prend 50 % dans SEEGER-ORBIS; WARNER-MOTIVE PRODUKTE appartient à BORG-WARNER; KOEHRING prend le contrôle de BOMAG; POWER-GAS reprend certains actifs de PINTSCH BAMAG; ZETT-GERÄTE est absorbée par ZEISS IKON; TUNZINI KLIMATECHNIK prend le contrôle d'INGENIEURSGESELLSCHAFT FÜR HEIZUNG, LUFTECHNIK & ROHRLEITUNGSBAU, et SAARBERGWERKE celui de BELZER-WERK; DUNHAM-BUSH LTD s'installe à Raunheim/Rhein, et ETS MONTABERT à Francfort; DEUTSCHE BABCOCK & WILCOX prend le contrôle de BORSIG; Autriche: HOWARD ROTAVATOR MASCHINENFABRIK s'installe à Krems a.d. Donau; KLEEMANN est à capital allemand. Belgique: RANDO MASCHINEN s'installe à Ensival, et L.S. DONALDSON à Bruxelles; DENONVILLE devient actionnaire de CUMMINS-DISTRIBUTOR BELGIUM; HARNISCHAFEGGER ouvre une succursale à Bruxelles. France: ENVIROTECH CORP. négocie la prise de contrôle de SECOMA; MANNESMANN et FAG-KUGELFISCHER deviennent actionnaires de SIGMA; Les apports de DUBAR & AUTIER à MARCEL MALBRANQUE; KRACHT PUMPEN s'installe à Metz; Concentration au profit de BOULONNERIE & MATRICE DE PRECISION BLANC. Grèce: Association italo-grecque dans LOMBARDINI MOTORI HELLAS. Italie: FINCANTIERI reprend CANTIERI NAVALI DEL TIRENNO & RIUNITI. Pays-Bas: Association américano-néerlandaise dans BRONSWERK AUTOMATIC; TENNANT s'installe à Uden/Noort Brabant; POWER-PACKER EUROPA est filiale d'APPLIED POWER INDUSTRIES, DELTA P (HOLLAND) de BURGESS INDUSTRIES, et TOPCON EUROPA de TOKYO OPTICAL.
- P. 32 - EDITION - Allemagne: EDITIONS RENCONTRE s'installe à Cologne; Les accords THE ROBERT STIGWOOD GROUP/DEUTSCHE GRAMMOPHON. France: HABRA-WERK prend 49 % dans IMPRIMERIE FRANCOIS. Pays-Bas: Association de quatre groupes néerlandais dans UITGEVERS-DISTRIBUTIE CENTRUM.
- P. 33 - ELECTRONIQUE - Allemagne: DECISION DATA CORP. (DEUTSCHLAND) est filiale de SCIENTIFIC RESOURCES; KELTRON passe sous le contrôle de CONTRAVES; SONY s'installe à Cologne, RACAL-MILGO à Francfort et WANG LABORATORIES à Francfort. France: Négociations PRINCETON ELECTRONICS PRODUCTS/C.I.I.; Les accords TELMI ITALIA/SANTONI; Prochaine réorganisation du capital de C. C. M. C.

- P. 35 - EMBALLAGE - Allemagne: HENKEL réorganise certains intérêts au profit de PAPIER & PAPPE. France: STORAPRO se transforme en COPE ALL-MAN EUROPE. Pays-Bas: SVENSKA TÄNDSTICKS prend le contrôle de HALBERTSMA.
- P. 36 - ENGINEERING - Belgique: G.F.E. BENELUX est filiale d'ANDREW GILBERT & C°. France: Création de STE DE GESTION, D'ETUDES & D'ENTREPRISES; Concentration S.N. MAREP/ANDRE MILLER CORP.; Association SOCEA/C.E.M. dans INTERNATIONALE DE DESSALEMENT. Luxembourg: GENERAL INTERNATIONAL STATIGRAPHIC EXPLORATION est à capital américain.
- P. 37 - FINANCE - Allemagne: ORBIS BANK ferme deux succursales; BASF se défait de ses intérêts dans WESTFALEN BANK; Concentration au profit de BU-BIAG. Belgique: UNIVERSAL INDUSTRIES s'installe à Bruxelles. France: Les apports de BLYTH & C° à BANQUE AUXILIAIRE DU RHONE; Absorption de SOFINEX par CIFA. Italie: ESERCIZIO LOCAZIONE MACCHINE ATTREZZATURA est filiale de MEDIOBANCA. Luxembourg: FINIMTRUST préside à la création de deux Fonds INTERFINANZA ainsi que du THE RESORT FUND. Pays-Bas: BANK OF NOVA SCOTIA transforme sa succursale de Rotterdam en filiale B.N.S. INTERNATIONAL; BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS ouvre une succursale à Utrecht. Suisse: SOPINVEST est à capital allemand.
- P. 40 - INDUSTRIE ALIMENTAIRE - Allemagne: S.I.C.A. ARMAGNAC VERTRIEBS est à capital français; LUTECE-HOLLAND ouvre une succursale à Düsseldorf; KARPATEN GASTRONOMIE est d'origine roumaine; SÜDDEUTSCHE ZUCKER devient actionnaire de ZUCKERFABRIK WARBURG; Concentrations au profit de DUISBURGER MÜHLENWERKE, et de MÜLHEIMER BROTFABRIK; DORTMUNDER UNION-BRAUEREI passe sous le contrôle minoritaire de REEMTSMA; FREGAL (DEUTSCHLAND) est à capital belge. France: Association franco-belge dans SOMDIAA; KRAFTCO ferme FROMAGERIE FRANCO-SUISSE; KAMPFFMEYER-FRANCE est à capital allemand; CHAMPAGNE FOURNIER passe sous le contrôle de PIPER HEIDSIEK; Les apports de RIZERIES INDO-CHINOISES à SOFRARIZ; BONGRAIN prend le contrôle de LAITERIE VEZIEN; G.S. NORD devient majoritaire dans PIEN & GLASSON; Transformation de COMMERCIALE SEVRES-BELLEVUE en LESIEUR-HUILOR; Création d'OVO-FRANCE. Italie: DIETETICHE LAEUBE est à capital allemand; Concentrations au profit de RICCARDI et de BIRRIFICI MERIDIONALI. Pays-Bas: BLANCHAUD prend 50 % dans L.E. NIEUWENHUIZEN (SLEUTELS CONSERVEN); UNITED BISCUIT (HOLDINGS) prend le contrôle de MILANE-UNIVERS; A. DE SCHAAAP passe sous le contrôle de SUKER UNIE HOLDING. Vénézuéla: Les intérêts de SPEICHIM et SETILEX dans CONSOLIDADA DE ACEITES.
- P. 44 - METALLURGIE - Autriche: H.W. SCHMIDT s'installe à Linz, et JELLINGS-HAUS & C° à Vienne. Allemagne: WALLACE MURRAY CANADA s'installe à Waldbrohl. Belgique: THY-MARCINELLE élargit ses intérêts dans PRODUITS DOLOMITIQUES DE MERLEMONT. France: Les apports de PENARROYA à LE NICKEL; Dissolution de COGI-INDAL; Association BENQUET-BOYOVAL/CHATILLON-COMMENTRY-BIACHE dans GENERALE DE SOUS-TRAITANCE.

Italie: SCAL GP prend 33 % dans BARATTA; Concentration au profit de CROWN CORK C° ITALIA. Pays-Bas: Création de KAISER ALUMINUM & CHEMICAL HOLDINGS; Association néerlandaise dans BOA NEDERLAND; ETNA DAALDEROP HOLDING absorbe D.R. U.

- P. 47 - PAPIER - Allemagne: MD PAPIERFABRIKEN prend le contrôle de AG FÜR INDUSTRIE & HANDEL; Concentration au profit de DEUTSCHE BALAMUNDI. Autriche: INTERCARD s'installe à Vienne. France: N.C.B. FRANCE CELLULOSE est à capital suédois; Création de DROPSY CARTON; Concentration au profit de CHARFA. Italie: BONTEX est filiale de GEORGIA BONDED FILTERS. Pays-Bas: MAKO est filiale de KON. NED. PAPIERFABRIEK. Suède: G. HAINDLSCHE prend 20 % dans GÖTA CELLULOSA.
- P. 49 - PARFUMERIE - Allemagne: HANS SCHWARZKOPF prend 50 % dans WOLFF & SOHN. Autriche: COTTAN COSMETIC s'installe à Salzbourg.
- P. 49 - PETROLE - Allemagne: BP devient actionnaire de RUHRGAS. Indonésie: Les accords C.F.P./JAPEX INDONESIA. Madagascar: Les accords ESSO/TOTAL/BEXCO.
- P. 50 - PHARMACIE - Belgique: Création de SMITH & NEPHEW (BENELUX). France: C.R.E.C. est filiale de LABORATOIRES LABAZ; Transformation de LABORATOIRES SEPTIOX en DUBERNARD. Italie: C.H. BOHRINGER SOHN s'installe à Florence. Pays-Bas: CERTA NEDERLAND est à capital belge.
- P. 51 - PLASTIQUES - Autriche: BELLAPLAST s'installe à Vienne. Allemagne: RENOLIT-WERKE absorbe deux filiales. Pays-Bas: HAWODUR est à capital allemand. Suisse: REHAU PLASTIKS développe FONDUS.
- P. 52 - PUBLICITE - Allemagne: Association anglo-allemande dans CHRIST-HAMILL TOMS
- P. 52 - TEXTILES - Allemagne: COLROY transforme sa succursale de Düsseldorf en filiale; Les accords BLIJDENSTEIN-WILLINK/A. & N. MUTSAERTS à Leverkusen; HASENCLEVER & HUSER est filiale de HEBERLEIN HOLDING; LANIFICI RIVETTI s'installe à Francfort; Concentration au profit de BESMER TEP-PICHFABRIK; Les accords AIUTO/FARBEREI SCHETTY à Weil am Rhein. Autriche: VESTA MODEN est filiale de TRIUMPH INTERNATIONAL. Pays-Bas: CONTINENTALE LINOLEUM prend le contrôle de A. & A. DE WIJS; Les accords TAS/TEXTIEL UNIE; Concentration au profit de BEUTH & C°. Suisse: MODE-LIPP est à capital allemand.
- P. 54 - TOURISME - Allemagne: Les accords KAUFHOF/HERTIE WAREN. France: GENERAL PRODUCTS FRANCE est à capital belge; PROMOTION DES AUTOURUTES DE BOURGOGNE appartient à W.R. GRACE; REMO est filiale de TEXTILE SAINT-MACLOU.

- P. 55 - TRANSPORTS - Allemagne: SPETRA ouvre une succursale à Willingen. Canada: Association GENSTAR/DILLINGHAM dans VANISLE TUG & BARGE. France: SOFRANGAZ est filiale de SAGA. Luxembourg: MAERSK FINANCE est à capital danois; GER. A. THEOTOCATOS SHIPPING est à capital grec. Pays-Bas: Association franco-allemande dans HANSA-WORMS; A/B DIREKT-TRANSPORT s'installe à La Haye, et HANS FRANKE SPEDITIONS à Rotterdam. Grande-Bretagne: HANS FRANKE SPEDITIONS s'installe à Gravesend/Kent.
- P. 57 - VERRE - France: Les accords GENERALE D'ELECTRICITE/SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON/PILKINGTON BROTHERS.
- P. 57 - DIVERS - Allemagne: CHAUSSURES MYRYS s'installe à Francfort; PLOUM MINERALIEN (négoce de combustibles et matériels de construction) est à capital néerlandais. France: ETS LAMMERS & CIE (négoce d'équipements médicaux) ouvre une succursale à Linselles/Nord.
-

AMEUBLEMENT

(576/15) Le groupe allemand de mobilier KÜBEL AG de Bensheim (cf. N° 348 p. 17) a porté sa capacité de production annuelle en meubles de cuisine à quelque 12 millions d'unités grâce à la prise du contrôle à Herford de l'entreprise de la branche BEKA-MOBELWERKE HEINRICH STUKE.

Ce groupe, dont le chiffre d'affaires annuel atteint quelque DM 200 millions, possède plusieurs filiales à son siège et à Worms, notamment RHENODUR KUNST-STOFF- & SPANPLATTENWERKE GmbH, KARL KÜBEL WOHNMOBEL GmbH, HOBBY AUFBAUMOBEL GmbH, 3 K-KÜCHEN GmbH et 3 K-BÜROMOBEL GmbH. Il a également des intérêts dans des firmes de distribution à Paris et Barcelone.

ASSURANCES

(576/15) La compagnie d'assurances N.V. ROTTERDAMSCHER VERZEKERING-SOCIETEITEN-R.V.S. (membre de l'AMFAS GROEP N.V. - cf. N° 549 p. 18) a renforcé ses intérêts en Belgique avec la création d'une filiale à Bruxelles, R.V.S. RISQUES DIVERS SA (capital de FB 50 millions), que préside M. Antoon Maat et dirige M. Léon Collignon.

Elle en partage le contrôle avec six sociétés de son groupe : (1) en Belgique REAFI SA et CAISSE D'EPARGNE PRIVEE-RVS SA de Bruxelles ; (2) aux Pays-Bas N.V. BRAND & VARIERVERZEKERINGMIJ R.V.S. et N.V. BELEGGINGSMIJ. VEWIJKO de Rotterdam ainsi que DE ZEVEN PROVINCIEËN et TRANSATLANTICA N.V. de La Haye.

(576/15) Membre du groupe de Bruxelles CIE FINANCIERE & DE REASSURANCE DU GROUPE AG SA (cf. N° 541 p. 17), la compagnie A.G. DE 1830-CIE BELGE D'ASSURANCES GENERALES INCENDIE, ACCIDENTS & RISQUES DIVERS SA a ouvert à Londres une succursale dont M. Georges Cox est fondé de pouvoirs.

Une autre compagnie du groupe, AG DE 1824-CIE BELGE D'ASSURANCES GENERALES "VIE" SA, a récemment ouvert à Paris un bureau dont M. Roger Dau-bioulle est fondé de pouvoirs.

(576/15) La firme de courtage et représentation d'assurances de Rotterdam D. HUDIG & C° (cf. N° 554 p. 16) a conclu deux accords de coopération : (1) à Amsterdam avec le groupe LANGEVELDT, DE VOS, DE WAAL (cf. N° 533 p. 18); (2) à Curaçao avec la firme SEGUROS ANTILLAS

AUTOMOBILE

(576/16) Membre du groupe CITROEN SA de Paris (cf. N° 575 p. 13), l'entreprise de véhicules utilitaires et poids lourds AUTOMOBILES BERLIET SA (Lyon) a négocié la cession de sa majorité à 60 % dans la société BERLIET-ALGERIE SA (Rouïba) à l'entreprise publique d'Alger SONACOME-STE NATIONALE DE CONSTRUCTION MECANIQUE (cf. N° 549 p. 27), qui en détiendra ainsi le contrôle absolu.

BERLIET-ALGERIE, dont les productions embrassent la totalité de la gamme des véhicules lourds (de 3,5 tonnes au dumper de 25 tonnes, en passant par les autobus) de son ancienne compagnie mère, a sorti 2.270 véhicules en 1969, chiffre dont le doublement est escompté pour 1970.

(576/16) Procédant à une rationalisation de ses intérêts en France, le groupe automobile HONDA MOTOR C° Ltd de Tokyo (cf. N° 435 p. 19) a fait absorber la firme HONDA SERVICE DISTRIBUTION Sarl de Bagnolet/Seine-St-Denis (pièces de rechange) par la société EUROPEAN HONDA MOTOR TRADING (HONDA FRANCE) SA de Paris (capital de F. 3 millions), chargée de l'importation des véhicules de la marque (automobiles, motocyclettes, motoculteurs).

(576/16) Des intérêts allemands portés par M. Rolf G. Ehret (Freiburg im Breisgau) ont été à l'origine à Zurich de la firme de location de voitures avec ou sans chauffeur EHRET RENT A CAR AG (capital de FS 100.000, libéré de 40 %), dont MM. Marco Moser et Willy Fässler sont administrateurs.

(576/16) Créée début 1970 en République Fédérale par la compagnie suisse CARE CAR RENTAL SYSTEM GmbH (Zug et Zurich) et sa filiale CARE LIZENZ AG (Zug) - contrôlées par des intérêts allemands que porte M. Klaus T. Renaud (Wiesbaden) - la firme de leasing automobile CARE CAR RENTAL SYSTEM GmbH (Vockenhausen) s'est donnée une filiale à Vienne, CARE AUTOVERLEIH GmbH (capital de Sh. 100.000), gérée par son propre directeur, M. Horst Raule.

(576/16) C'est M. Max Stiglmaier (Munich) qui a fondé en Autriche la firme de location de véhicules AUTO-LEASING & MIETDIENST GmbH (Linz) au capital de Sh. 100.000, dont le gérant est M. Herbert Barter.

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

(576/17) Le groupe de génie civil et béton armé ou précontraint HOLLANDSCHE BETON GROEP N.V. de Rijswijk (cf. N° 575 p. 15) s'est donné une filiale en République Fédérale, H.B.M. BAU GmbH (Hannover-Langenhagen). Dirigée par M. J.A. Van Zwieten, celle-ci est chargée notamment d'exécuter des travaux (parkings souterrains) à Stade, en association avec l'entreprise GRÜN & BILFINGER AG de Mannheim (cf. N° 341 p. 17).

Cette dernière a négocié récemment une concentration à son profit avec une affiliée à Wiesbaden de la DRESDNER BANK AG (Francfort), la société de construction immobilière JULIUS BERGER-BAUBOAG AG (cf. N° 525 p. 14).

(576/17) Affiliée pour 26,3 %, 20 % et 10 % respectivement aux groupes FORGES DE CHATILLON-COMMENTRY-BIACHE SA (Paris), VERENIGDE BEDRIJVEN BREDERO N.V. (Utrecht) et STE NOUVELLE DE CONSTRUCTIONS & DE TRAVAUX SA de Paris (cf. N° 573 p. 15), la compagnie de génie civil STE DES ENTREPRISES FOUGEROLLE-LIMOUSIN SA de Paris s'est transformée en société de portefeuille pour avoir fait apport à son affiliée STE FRANCAISE DE TRAVAUX PUBLIC-SOFRA T.P. SA (Vélizy-Villacoublay/Yvelines) de ses actifs industriels, estimés (bruts) à F. 333,3 millions.

Cette dernière, transformée en STE FRANCAISE DE TRAVAUX PUBLICS FOUGEROLLE SA, a rémunéré cet apport en portant son capital à F. 14,3 millions.

(576/17) Une association paritaire récemment conclue (cf. N° 560 p. 19) entre le groupe d'entreprises générales de Francfort PHILLIP HOLZ-MANN AG et la filiale de génie civil N.V. BATAAFSCHE AANNEMING MIJ. v/h FA. J. VAN DER WAL & ZOON (La Haye) du groupe BAM VERENIGDE BEDRIJVEN (cf. N° 562 p. 19) donnera naissance à Rotterdam à la société N.V. FUNDERINGSTECHNIEK NEDERLAND, spécialisée dans les travaux de fondation et consolidation des sols sous la direction de M. B. Polen.

(576/17) L'usine de fibres minérales d'amiante pour isolation et matériaux de construction que construit en République Fédérale (cf. N° 559 p. 20) la compagnie canadienne ASBESTOS CORP. Ltd (Montreal/Ont.) sera gérée par une filiale formée à cet effet, ASBESTOS CORP. GmbH (Nordenham) au capital initial de DM 100.000, dirigée par MM. F.E. Thurston, R.H. Bloom, H.H. Ewerwahn K.D. Huth. Opérationnelle en 1972 avec une capacité annuelle de 100.000 t./an, la nouvelle unité aura réclamé un investissement global de DM 80 millions.

La fondatrice, contrôlée à 54 % par le groupe GENERAL DYNAMICS CORP. (New York), est liée par des participations minoritaires croisées avec le groupe belge ETERNIT SA (cf. N° 575 p. 33)

(576/18) L'entreprise belge d'études et contrôle de travaux de génie civil S.E.R.I. SA (Ostende) a pris pied en France avec l'ouverture d'une succursale à Rouen/Seine Mme.

(576/18) Le groupe italien de revêtements muraux et pavements en majolique, pâte blanche, grès, etc ... CONSORZIO GRUPPO CERAMICHE IRIS SpA (Fiorano Modenese/Modene) s'est doté d'une filiale commerciale en Belgique, IRIS BELGIUM SA (Hun) au capital de FB 2 millions, que préside M. Pier-Giorgio Bettelli.

(576/18) La compagnie TREFILIERIES DE CHATILLON-GORCY SA (Paris) a participé à la création de l'entreprise de ciment, béton, béton précontraint et autres matériaux de construction STE INDUSTRIELLE DE PREFABRICATION & DE PRECONTRAINT DE L'EST-LORRAINE-SIPPELOR SA de Paris (capital de F. 825.000), que préside M. Philippe Armand. Elle y est associée aux compagnies "LORDEX"-STE LORRAINE DE DEVELOPPEMENT & D'EXPANSION SA de Nancy (cf. N° 529 p. 24), SIPPE-STE INDUSTRIELLE DE PREFABRICATION & PRECONTRAINT DE L'EST (Ensisheim/Ht Rhin) et P.P.B. FRANCE SA (Le Pontet/Vaucluse).

CHATILLON-GORCY est affiliée pour 49 % ensemble aux compagnies belge STE METALLURGIQUE DE HAINAUT-SAMBRE SA de Couillet (cf. N° 567 p. 37) et française STE DES ACIERIES & TREFILIERIES DE NEUVES-MAISONS CHATILLON SA de Neuves-Maisons/M. & M. (cf. N° 555 p. 28), pour 41 % aux FORGES DE SAULNES & GORCY SA de Paris (cf. N° 486 p. 31) et pour 10 % à USINOR-UNION SIDERURGIQUE DU NORD & DE L'EST DE LA FRANCE SA de Paris (574/35)

(576/18) Des intérêts belges portés par M. Bruggenhoudt ont été à l'origine en France de l'entreprise de construction et de promotion immobilière ANTVERPIA Sarl (St Raphaël/Var) au capital de F. 20.000, que gère son fondateur.

(576/18) En association avec les groupes bancaires STE GENERALE SA, CREDIT LYONNAIS SA et BANQUE VERNES SA (cf. N° 575 p. 28), la compagnie de portefeuille CIE FINANCIERE HAUSSMAN C.F.H. SA de Paris (cf. N° 536 p. 18) et sa filiale immobilière SA FONCIERE TIFFEN (cf. N° 403 p. 20) ont constitué la société IMMOBILIERE FRANCE-BUREAUX SA (Paris) au capital de F. 2,5 millions, qui, sous la présidence de M. Léon Kleidman, a pour objet l'acquisition et l'exploitation de tous immeubles à vocation commerciale ou industrielle.

(576/18) L'entreprise française de carrelages, carreaux, faïences, céramiques, dalles, etc ... A. LEPOIVRE & CIE SA (Courrières/P. de C.) a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale de Waterloo, LA MOSAÏQUE BELGE-EMBE SA, dont M. Daniel Everard a été nommé liquidateur.

(576/19) Une réorganisation des structures du groupe immobilier belge qu'anime M. Charles de Pauw a entraîné la dissolution des compagnies IMMOBILIERE DE NAMUR SA de Namur (cf. N° 507 p. 28) et IMMOBILIERE LA MAISIEROISE SA de Bruxelles (cf. N° 474 p. 15), et la création à Bruxelles de la STE DE GERANCE DE LA COMPAGNIE DE PROMOTION SOGEPRO SA (capital de FB 1 million), dont M. Ch. de Pauw, son président, est le principal actionnaire avec 88 %.

(576/19) La compagnie de constructions immobilières et génie civil ENTREPRISES DEVARS NAUDO & CIE SA de Paris s'est assurée une participation de 25 % dans son homologue ETS SAINRAPT & BRICE SA de Paris (cf. N° 570 p. 19). A cette occasion, MM. Paul Naudon et Roger Devers du Mayne, respectivement président et directeur général de la première, ont été nommés président et directeur général de la seconde.

(576/19) L'entreprise de génie civil de Düsseldorf BOSWAU & KNAUER AG (cf. N° 482 p. 19) s'est assurée le contrôle à Brême de l'entreprise de bâtiment BAUHÜTTE WESER-EMS GmbH, puis l'a absorbée.

Animée par M. Karl H. Markstahler, l'entreprise de Düsseldorf, affiliée à la BfG-BANK FÜR GEMEINWIRTSCHAFT AG de Francfort (cf. N° 572 p. 23), possède de nombreux intérêts : à Francfort DEUTSCHE BAUHÜTTEN GmbH (cf. N° 482 p. 19); Saarlouis SAAR-BAUINDUSTRIE GmbH (100 %), Köln-Deutz ARTHUR SIMON BAUGESELLSCHAFT mbH (100 %) et Paris THEG-TRAVAUX HYDRAULIQUES & ENTREPRISES GENERALES SA (70 %)

CHIMIE

(576/19) Déjà présent en Belgique avec une succursale à Anvers (cf. N° 404 p. 21) de sa filiale de La Haye RENTOKIL CHEMIE N.V., le groupe britannique d'insecticides, pesticides, produits d'hygiène, etc ... RENTOKIL GROUP Ltd d'East Grinstead/Essex (cf. N° 565 p. 20) a installé une filiale à Etterbeek, RENTOKIL SA (capital de FB 3 millions), dont il partage le contrôle avec trois filiales d'East Grinstead : RENTOKIL LABORATORIES Ltd, RENTOKIL INSURANCE Ltd et ADVICE & ACTION Ltd.

(576/19) Animée par M. Th. H. Mulder, la firme néerlandaise de négoce de peintures, vernis, laques et produits chimiques N.V. INTERNATIONALE EXPLOITATIE- & HANDELSMIJ. METALTHERM (Maastricht) a ouvert à Aix-la-Chapelle une succursale dirigée par M. Emmanuel N. Deliyannakis.

(576/20) Membre à Stockholm du groupe FOSFATBOLAGET A/B (cf. N° 539 p. 21) et spécialisée dans les résines et adjuvants pour papiers, plastiques ou textiles ainsi que produits de désinfection, nettoyage et polissage, la société CASCO A/B (cf. N° 453 p. 23) s'est donnée à Dortmund une filiale commerciale, CASCO GmbH (capital de DM 50.000), dirigée par M. Sune Dahlberg.

La fondatrice a plusieurs filiales à l'étranger, notamment COLCO SA (Paris), KEMI-CASCO A/S (Copenhague), A/S NORCASCO (Kolbotn/Oslo), etc ...

(576/20) Spécialisée dans la dynamite, explosifs nitrates, glycérine, mèches pour détonateurs électriques, etc ..., la compagnie française SA D'EXPLOSIFS & DE PRODUITS CHIMIQUES (cf. N° 317 p. 16) renforcera ses intérêts industriels en Italie avec la création à Caltanissetta/Palermo de la société TRABIA SpA, en association avec le groupe d'économie mixte de Palermo ENTE MINERARIO SICILIANO-E.M.S. (cf. N° 558 p. 23). Opérationnelle en 1971 après un investissement de Li. 2,5 milliards, la nouvelle unité occupera environ 200 personnes.

La fondatrice était déjà présente dans le pays avec une filiale à 50 % à Brescia, STA ESPLOSIVI INDUSTRIALI SpA. Ses autres intérêts à l'étranger sont notamment : à Londres EXPLOSIVES & CHEMICAL PRODUCTS Ltd (50,7 %), Dublin IRISH INDUSTRIAL EXPLOSIVES Ltd (29,25 %) et Casablanca STE CHERIFIENNE D'APPROVISIONNEMENT MINIER SA (98,8 %).

(576/20) La lutte (cf. Nos 573 p. 16 et 574 p. 19) qui opposait les groupes de Bruxelles PETROFINA SA et de Leverkusen FARBENFABRIKEN BAYER AG pour le contrôle aux Pays-Bas de la compagnie de vernis, peintures et laques I. C. M. -INTERNATIONAL COATING MATERIALS N.V. (Uithoorn) s'est soldée par la victoire du premier.

PETROFINA était déjà présent sur le marché néerlandais des peintures pour s'être assuré en 1969 (cf. N° 508 p. 21) le contrôle du groupe PIETER SCHOEN & ZONEN N.V.

(576/20) Spécialiste à Londres de pigments et encres métalliques, le groupe JOHNSON & BLOY Ltd (cf. N° 452 p. 24) a conclu une association avec son distributeur en Italie, la firme de produits chimiques pour arts graphiques BAGLINI & C° SpA de Florence (cf. N° 490 p. 21), pour la fabrication et la distribution (Marché Commun, Afrique du Nord, Yougoslavie, Grèce et Bulgarie notamment) d'encres métallisées sous ses propres licences. Cet accord se matérialisera par une filiale paritaire à Florence, JOHNSON BLOY BAGLINI SpA.

BAGLINI, qui négocie avec son nouvel associé un accord semblable pour la fabrication au Royaume-Uni de ses propres encres spéciales de couleur, a par ailleurs mis fin à ses accords d'association à Bruxelles avec la firme française MONDIALCHROME SA (Brie-Comte-Robert/S. & M.) et a dissout en conséquence leur filiale commune BAGLIANI-BENELUX SA (cf. N° 387 p. 30)

(576/21) Le groupe TH. GOLDSCHMIDT AG, CHEMISCHE FABRIKEN d'Essen (cf. N° 546 p. 21) a pris le contrôle absolu à Essen de son affiliée de produits chimiques de protection pour le bâtiment PRODORIT-VERTRIEBS MÜLLER & C° KG et en a apporté les actifs à une nouvelle filiale de vente à Essen, PRODORIT-BAUTENSCHUTZMITTEL GmbH (capital de DM 75.000), gérée par M. Friedrich Kracht.

(576/21) La société française CIE DE MOKTA SA de Neuilly/Hts-de-Seine (cf. N° 556 p. 27) a engagé des pourparlers pour la cession à un groupe américain de sa participation de 45,89 % dans l'entreprise d'extraction et transformation de kaolin STE DE LA CORNOUAILLE FRANCAISE SA (Neuilly, avec usine à Berrieu/Finistère), où elle est associée présentement à parité avec le groupe chimique de Bruxelles SOLVAY & CIE SA.

(576/21) Le groupe HENKEL GmbH de Düsseldorf (cf. N° 554 p. 20) s'est donné une filiale de fabrication et vente de graisses et huiles, DEHYDAG-DEUTSCHE HYDRIERWERKE GmbH (capital de DM 1 million) qui, sous la direction de M. Edgar Hartmann, est appelée à poursuivre les activités de la filiale DEHYDAG (première du nom), récemment absorbée (cf. N° 574 p. 18)

(576/21) La compagnie française de portefeuille STE CENTRALE DE DYNAMITE SA de Puteaux/Hts-de-Seine (cf. N° 573 p. 33) a porté de 25 à 44 % sa participation dans l'entreprise électrométallurgique et chimique NOBEL BOZEL SA (Puteaux) - qui a élevé son capital à F. 68,7 millions - pour lui avoir fait apport d'une partie de son portefeuille comprenant notamment : (1) 70 % dans la STE FRANCAISE DUCO SA (où NOBEL BOZEL est désormais majoritaire à 80 %), 41 % dans ISOREL SA, 50 % dans NOBEL-HOECHST CHIMIE SA (l'autre moitié appartenant, directement ou indirectement, au groupe chimico-pharmaceutique allemand FARBWERKE HOECHST AG - cf. N° 575 p. 32); (2) des participations dans DIATOMERES & DERIVES SA, UNION GENERALE DES GLYCERINES SA, PRB SA (Woluwe-St-Pierre/Belgique), etc ...

COMMERCE

(576/21) Poursuivant son expansion en Autriche (cf. N° 571 p. 25), le groupe allemand de grands magasins et vente sur catalogue GROSSVERSAND-HAUS QUELLE GUSTAV SCHICKEDANZ KG (cf. N° 571 p. 46) a installé à Vienne une nouvelle filiale, QUELLE HANDELS AG (capital de Sh. 1 million). Dirigée par M. G. Haas, celle-ci, directement contrôlée par la compagnie de portefeuille SCHICKEDANZ

INTERNATIONAL HOLDING GmbH (Nürnberg), se spécialisera dans la vente par correspondance et au détail.

QUELLE, qui réalise dans le pays un chiffre d'affaires annuel de plus de Sh. 1,5 milliard, y a son siège principal d'exploitation à Linz avec la filiale GROSSVER-SANDHAUS QUELLE AG (capital de Sh. 80 millions). Il dispose également d'une filiale de tourisme à Vienne, QUELLE REISEDIENTST REISEBÜRO DONAU GmbH.

CONSEIL ET ORGANISATION

(576/22) La firme australienne de conseil en organisation, gestion et développement industriel, commercial et administratif W.D. SCOTT & C° PTY Ltd (Sydney) a constitué à Amsterdam la société W.D. SCOTT & C° (NEDERLAND) N.V. (capital autorisé de Fl. 250.000), dirigée par M. H.P.J. Van Ketwich Verschuur et placée sous le contrôle direct de la filiale aux Antilles W.D. SCOTT & C° - CURA-CAO N.V.

(576/22) animateur en Suisse d'une affaire de formation de vendeurs, d'apprentissage des techniques de vente et de conseil en gestion, M. Heinz Goldmann est président en Belgique de la compagnie HEINZ GOLDMANN SALES CENTRE ASSOCIATED WITH ANDRE LAMBRECHTS SA (capital de FB 250.000), nouvellement constituée à Woluwe-St-Pierre en association avec des intérêts belges que porte M. André Lambrechts.

En Italie, H. Goldmann est associé à la firme CENTRO EUROPEO DI GESTIONE & ORGANIZZAZIONE SCIENTIFICA-C.E.G.O.S. ITALIA SpA, filiale du groupe français IDET-CEGOS SA de Puteaux/ Hts-de-Seine (cf. N° 556 p. 22), au sein de la société GOLDMANN C.E.G.O.S. ASSOCIATI SpA (Milan) qu'il préside.

(576/22) Le groupe d'études, conseil et recherche METRA INTERNATIONAL SA de Paris (cf. infra) a enrichi ses intérêts en République Fédérale (cf. N° 561 p. 22) d'une affiliée d'études de marchés à Francfort, DIVO INMAR GES. FÜR MARKTFORSCHUNG MARKTPLANNUNG & MARKETINGSBERATUNG mbH (capital de DM 20.000), dirigée par M. Peter Töpfer.

La fondatrice était déjà intéressée pour moitié à Francfort dans l'entreprise de la branche DIVO INSTITUT GmbH (cf. N° 375 p. 18), en association pour le solde avec la BERLINER HANDELSGESELLSCHAFT-FRANKFURTER BANK AG (cf. N° 564 p. 38).

(576/22) La firme germano-suisse de conseil en investissements, assistance technique et conduite de travaux d'engineering industriels et agricoles ICEF-CONSULTING GES. FÜR INDUSTRIELLE BERATUNG & ENTWICKLUNG mbH (Düsseldorf) a ouvert à Vienne une succursale dirigée par M. Max Gerhold.

(576/23) Les compagnies se partageant le contrôle de la société d'études, recherches et conseils SEMA-METRA INTERNATIONAL SA de Paris (cf. N° 567 p. 25) ainsi que de la firme d'engineering OMNIUM TECHNIQUE OTH SA de Paris (cf. N° 567 p. 39) et de l'entreprise d'études et application de méthodes d'exploitation de gisements de fluides GEOPETROLE-STE GEOTECHNIQUE POUR LA PRODUCTION DU PETROLE SA de Paris (cf. N° 532 p. 31) ont fait apport de ces participations à l'OMNIUM DE CENTRES D'EMPLOIS OCEM SA - récemment créée à cet effet sous la présidence du principal actionnaire de SEMA-METRA, M. Marcel Loichot - transformée en METRA INTERNATIONAL SA.

Les sociétés apporteuses ont été : CIE D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES & COMMERCIALES SA (cf. N° 524 p. 14), CIE AUXILIAIRE D'ENTREPRISES & DE CHEMINS DE FER SA, CIE GENERALE DE PARTICIPATIONS & D'ENTREPRISES-CEGEPAR SA (cf. N° 514 p. 22) et OMNIUM DE PARTICIPATIONS FINANCIERES & INDUSTRIELLES SA (toutes membres du groupe CIE FINANCIERE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA); CIE DE SAINT GOBAIN-PONT-A-MOUSSON, STE DES FONDERIES DE PONT-A-MOUSSON SA (filiale de la précédente - cf. n° 557 p.30), UNICONSULT SA (où M. Marcel Loichot est majoritaire), RHONE-POULENC SA (cf. n° 575 p.17), STE NOUVELLE SYNERGIE PUBLICITE SA (affiliée à la précédente - cf. n° 487 p.25), STE D'INVESTISSEMENT DANS LA RECHERCHE-INTREC SA (filiale de la précédente), CIE NOUVELLE FONCIERE & FINANCIERE-CINOFI SA (cf. n° 552 p.30), CEMENTS LAFARGE SA (cf. n° 565 p.19), CIE PECHINEY SA (cf. n° 573 p.19), L'ALUMINIUM FRANCAIS SA (filiale de la précédente - cf. n° 548 p.19), LA MURE SA (cf. n° 575 p.18), STE FRANCAISE D'ANALYSES & DE PARTICIPATIONS-SFAP SA et STE GENERALE DE CONSTRUCTIONS, D'ETUDES & DE PREFABRICATION SA.

(576/23) La STE GENERALE FONCIERE SA de Paris (groupe UNION DE PARTICIPATIONS SA - cf. n° 574 p.29) ainsi que divers actionnaires de la STE D'ETUDES & CONSEILS AERO SA (Paris) ont fait apport de leurs participations (ensemble 40 % environ) dans celle-ci à la CIE DES SIGNAUX & D'ENTREPRISES ELECTRIQUES SA (cf. n° 571 p.34).

Présidée par M. Emile Labin, AERO (capital de F. 0,54 million) est spécialisée dans la recherche opérationnelle ainsi que les systèmes et applications informatiques.

CONSTRUCTION ELECTRIQUE

(576/23) L'entreprise de matériels électroacoustiques et électroniques (rاديorecepteurs, téléviseurs, magnétophones, etc...) SONICS CORP. de Tokyo s'est donnée une filiale commerciale à Anvers, SONICS EUROPE SA (capital de FB. 1 million), que préside M. Takeo Okahara, et dont elle partage le contrôle avec le holding du Liechtenstein PANSAL ESTABLISHMENT AG (Vaduz).

(576/24) Membre depuis peu en Belgique du groupe WESTINGHOUSE ELECTRIC C° de New York (cf. n° 569 p.29), le groupe A.C.E.C. - ATELIERS DE CONSTRUCTION ELECTRIQUES DE CHARLEROI SA (cf. n° 573 p.19) négocie avec le groupe néerlandais N.V. PHILIPS' GLOEILAMPENFABRIEKEN (cf. n° 574 p.23) une modification dans la répartition de certains de leurs intérêts communs en Belgique, notamment dans les sociétés C.B.R.E. - CIES BELGES REUNIES D'ECLAIRAGE SA de Quevaucamps (cf. n° 535 p.27), C.B.R.T. - CIE BELGE DE RADIO & DE TELEVISION SA de Bruges (cf. n° 294 p.22) et ELPHIAC SA de Herstal (cf. n° 446 p.24), où la participation d'ACEC s'élevait jusqu'ici à 49,8 %, 50 % et 57,17 % respectivement.

Aux termes d'un premier accord concernant B.R.T., dont PHILIPS absorbe la majeure partie de la production de l'usine de Bruges, le groupe néerlandais y occupera désormais une position prépondérante avec une participation de 70 %.

(576/24) Le groupe d'instrumentation électrotechnique et électronique (moteurs notamment) KIEPE-ELEKTRIK KG de Düsseldorf-Reisholz (cf. n° 559 p.27) a renforcé ses intérêts en Autriche au profit de sa filiale KIEPE ELECTRIC GmbH (Vienne), qui a absorbé l'entreprise de montage et équipements électriques ELFA-ELEKTRO- & FEINMECHANISCHER APPARATEBAU GmbH (Vienne), qu'anime M. Günter Puttlich.

Le groupe a par ailleurs porté à FS. 8 millions le capital de sa filiale de portefeuille de Zurich KIEPE INTERNATIONAL ELECTRIC AG, pour en permettre l'expansion.

(576/24) Le groupe PHILIPS (cf. supra) a procédé à une double opération de rationalisation de ses intérêts en France : (1) les entreprises PHILIPS INDUSTRIE SA de Bobigny/Seine-St-Denis (actifs évalués bruts à F. 71,6 millions) et PHILIPS MATERIEL ELECTRONIQUE PROFESSIONNEL SA de Paris (F. 156,6 millions) ont été absorbées par la société PHILIPS, ECLAIRAGE, RADIO, MENAGER SA (Paris), qui a porté en conséquence son capital à F. 113,5 millions; (2) la CIE GENERALE DE TUBES ELECTRONIQUES-C.G.T.E. SA (Paris) l'a été par la STE DES LAMPES GRAMME SA de Paris (cf. n° 554 p.26) qui, en rémunération d'actifs évalués bruts à F. 0,2 million, a porté son capital à plus de F. 4 millions.

(576/24) Un accord de coopération dans le domaine des appareils électro-ménagers (notamment machines à laver) a été conclu en République Fédérale entre le groupe PHILIPS (cf. supra) et la compagnie de Stuttgart G. BAUKNECHT GmbH (cf. n° 574 p.31).

Il se développera au travers de la filiale à Neunkirchen/Saar du partenaire allemand, BAUKNECHT HAUSGERÄTE GmbH, récemment créée au capital de DM. 3 millions (cf. n° 557 p.17), où le partenaire néerlandais prendra un intérêt de 50 %.

(576/25) La représentation en République Fédérale de l'entreprise yougoslave d'appareillages radiorécepteurs (radiorécepteurs, téléviseurs, etc...) ELEKTRONSKA INDUSTRIJA-E.I. de Nis (cf. n° 559 p.28) sera désormais assurée par une filiale créée à Schönaich, ELEKTRONIK-EXPORT-IMPORT GmbH (capital de DM. 100.000), que dirigent MM. A. Buck et V. Obrenovic.

La fondatrice est liée en République Fédérale par des accords de licence avec plusieurs firmes de la branche, notamment REMINGTON RAND GmbH (Frankfurt) et KÖRTING RADIO WERKE GmbH (Grassau/Chiemgau).

(576/25) Les intérêts en France de la firme allemande d'appareillages électroménagers et plaques chauffantes E.G.O.-ELEKTRO-GERÄTE BLANC & FISCHER KG d'Oberderdingen/Württ. (cf. n° 501 p.24) se sont enrichis à Woippy/Moselle - où il contrôlait déjà la société EGO FRANCE SA - d'une affiliée, E.G.O. OUEST SA (capital de F. 400.000), présidée par M. Marc Millius et directement contrôlée par la filiale de Zug E.G.O. ELEKTRO-GERÄTE AG.

(576/25) Le groupe d'Utrecht S.H.V.-STEENKOLEN-HANDELSVEREENIGING N.V. (cf. n° 575 p.35) a négocié la prise du contrôle à Amsterdam, au prix de Fl. 50 millions environ, du groupe d'appareillages électromécaniques et équipements électrotechniques lourds GEVEKE & GROENPOL N.V. (cf. n° 544 p.26), qui a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de Fl. 242 millions.

S.H.V. occupe dans sa Division "Installations électriques" quelque 4.100 personnes et y réalise un chiffre d'affaires annuel de Fl. 200 millions environ.

(576/25) La firme britannique d'équipements d'automatisation JISKOOT AUTOCONTROL LTD (Tunbridge Wells/Kent) s'est donnée à Milan une filiale de représentation et services, JISKOOT AUTOMAZIONE SpA (capital de Li. 1 million), dirigée par Mme Barbara Wilkins Jiskoot.

(576/25) L'entreprise allemande de machines à laver et équipements pour blanchisseries et teintureries E. & E. PETERS GmbH (Hambourg) s'est donnée aux Pays-Bas une filiale commerciale, PETERS SPENCER INTERNATIONAL N.V. (Rijswijk) au capital de Fl. 100.000, que dirigent MM. Ludwig Mohr (Hambourg) et A. Rietveid (Delft).

(576/25) L'entreprise allemande de négoce d'appareils électroménagers (radios, phonos, etc...) REISCH & CIE GmbH (Friedrichshafen) a pris pied en France avec l'ouverture d'une succursale à Paris.

CONSTRUCTION MECANIQUE

(576/26) Membre en République Fédérale du groupe suédois S.K.F. -SVENSKA KULLAGERFABRIKEN A/B (Göteborg), la société SKF KUGELLAGERFABRIKEN GmbH de Schweinfurt (cf. n° 552 p.25) a pris un intérêt de 50 % dans la firme de pièces mécaniques pour outils, chevilles pour roulements, etc... SEEGER-ORBIS GmbH (Schneidhain/Taunus).

Filiale absolue jusqu'ici de la compagnie SEEGER & C° (Schneidhain), celle-ci (capital de DM. 6 millions) occupe quelque 500 personnes dans ses usines au siège, Eichen Kr. Hanau et Camberg/Ts. Exportant 25 % d'une production qui représente un chiffre d'affaires annuel de DM. 24 millions environ, elle a des sociétés soeurs à Francfort, KOLBEN-SEEGER GmbH, et Saarbrücken, KOLBEN-SEEGER MOTORENBearbeitungs GmbH.

(576/26) Aux termes d'un accord conclu avec la STE LYONNAISE DES EAUX & DE L'ECLAIRAGE SA de Paris (cf. n° 574 p.29) par les groupes MANNESMANN AG de Düsseldorf (cf. n° 574 p.20) et FAG-KUGELFISCHER GEORG SCHÄFER & C° oHG de Schweinfurt (cf. n° 527 p.22), ceux-ci recevront, sous réserve de l'agrément des autorités compétentes, une partie de la participation (supérieure à 75 %) de la première - directement et à travers son holding UFINER-UNION FINANCIERE POUR L'INDUSTRIE & L'ENERGIE SA - dans la compagnie SIGMA-STE INDUSTRIELLE GENERALE DE MECANIQUE APPLIQUEE SA de Paris (cf. n° 572 p.25).

Spécialisée dans les matériels d'injection pour moteurs Diesel, équipements hydrauliques et moteurs à pistons libres, SIGMA, qui emploie 1.650 personnes dans ses usines de Vénissieux et Villeurbanne/Rhône, réalise un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de F. 70 millions. Son nouvel actionnaire MANNESMANN y partagera son intérêt avec sa filiale d'équipements hydrauliques G.L. REXROTH GmbH (Lahr/Main).

(576/26) Les intérêts en République Fédérale (cf. notamment n° 530 p.23) du groupe de Chicago BORG-WARNER CORP. (cf. n° 567 p.20) se sont enrichis à Gross Mackenstedt/Bussum d'une affiliée commerciale, WARNER MOTIVE PRODUKTE GmbH (capital de DM. 20.000), qui, avec pour gérant M. Spencer H. Mieras, se consacrera aux moteurs et pompes hydrauliques.

Le groupe américain a récemment installé à Friedrichshafen, en compte à demi avec la firme ZAHNRADFABRIK FRIEDRICHSHAFEN AG, une autre affiliée spécialisée dans les boîtes de vitesse, ZF-BORG WARNER GmbH, venue s'ajouter à un réseau comprenant déjà les sociétés BORG-WARNER-STIEBER GmbH (Heidelberg-Pfaffengrund), BORG-WARNER INTERNATIONAL GmbH (Hamburg), LEMFÖRDER WARNER MECHANIC GmbH de Lemförde (en association avec la société LEMFÖRDER METALLWAREN AG - cf. n° 510 p.31), etc ...

(576/27) Le groupe de mécanique lourde KOEHRING C° de Milwaukee/Wis. (cf. N° 531 p. 30) a pris le contrôle en République Fédérale de la firme de rouleaux compresseurs vibrants et machines de travaux publics BOMAG-BOPPARDER MASCHINENBAU GESELLSCHAFT mbH (Boppard/Rhld). Animée par M. K.H. Schwamborn, celle-ci, qui réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à DM 55 millions, possède une affiliée commerciale à Londres, BOMAG (GREAT BRITAIN) Ltd, et une autre à Vienne, BOMAG MASCHINENHANDELS GmbH & C° KG.

KOEHRING détient depuis 1966 le contrôle dans le pays (cf. N° 535 p. 22) de l'entreprise de pelles mécaniques et engins de terrassement MENCK & HAMBROCK GmbH de Hamburg-Alcona (cf. N° 531 p. 30) et s'est vu céder fin 1968 par le groupe DEMAG (Duisburg) la participation minoritaire que celui-ci avait conservé dans cette affaire (cf. N° 485 p. 27)

(576/27) Membre du groupe britannique DAVY-ASHMORE Ltd de Sheffield (cf. N° 569 p. 28), la compagnie d'engineering POWER-GAS CORP. Ltd (Stockton-on-Tees) a négocié la reprise en République Fédérale des actifs du groupe PINTSCH BAMAG AG de Butzbach (cf. N° 574 p. 21) en matière d'équipements pour industries chimique et gazière et traitement des eaux. Ceux-ci seront confiés à une nouvelle filiale à Butzbach et Berlin, BAMAG VERFAHRENSTECHNIK GmbH (capital de DM 8 millions).

En liquidation judiciaire depuis peu, PINTSCH BAMAG, ancienne filiale à 92% du groupe néerlandais-suisse THYSSEN-BORNEMISZA (à travers la société de portefeuille de Rotterdam BANK VOOR HANDEL & SCHEEPVAART N.V. - cf. N° 552 p. 43), a cédé l'essentiel de ses actifs industriels à Butzbach au groupe de camions, tracteurs et véhicules spéciaux FAUN-WERKE NURNBERG-KOMMUNALFAHRZEUGE & LAST-KRAFTWAGEN KARL SCHMIDT de Lauf a.d. Pegnitz (cf. N° 342 p. 25)

(576/27) Membre du groupe néerlandais de mécanique lourde V.M.F.-VERENIGDE MACHINEFABRIEKEN N.V. (cf. N° 552 p. 29), la compagnie N.V. BRONSWERK (Amersfoort) a conclu avec la filiale AUTOMATIC SPRINKLER CORP. de Youngstown/Ohio (cf. N° 501 p. 35) du groupe A.T.O. Inc. de Cleveland (anc. AUTOMATIC SPRINKLER CORP. OF AMERICA - cf. N° 477 p. 21) une association paritaire pour la fabrication aux Pays-Bas et la distribution en Europe de systèmes de protection contre l'incendie. Le cadre en sera une filiale commune, BRONSWERK AUTOMATIC N.V. (capital de Fl. 1 million), qui sera dotée de filiales en Belgique, République Fédérale et Espagne.

BRONSWERK, qui contrôle aux Pays-Bas les firmes BRONSWERK APPARATENBOUW N.V. (Nijkerk) et GASCON N.V. (Utrecht), a des intérêts à l'étranger dans les firmes BRONSWERK ESPANOLA SA (Madrid), DEUTSCHE BRONSWERK GmbH (Hamburg), BRONSWERK ANTWERPEN N.V. (Anvers), BRONSWERK VENEZUELA SA (Maracaibo)

(576/28) Le groupe de matériels optiques et mécaniques de précision pour photographie, instruments de laboratoires et scientifiques ZEISS IKON AG de Stuttgart (cf. N° 550 p. 28) a pris le contrôle à Braunschweig (où il exploite une usine d'équipements pour photo et cinéma professionnels) de la firme ZETT-GERÄTE GmbH, puis l'a absorbée.

ZEISS IKON est contrôlé à 90,6 % par la compagnie CARL ZEISS d'Oberkochen (propriété de la Fondation CARL ZEISS STIFTUNG d'Heidenheim/Benz - cf. N° 563 p. 40), qui a récemment renforcé ses intérêts en Suisse en prenant une importante participation à Zurich dans la société GANZ OPTAR AG, chargée de sa représentation.

(576/28) Affiliée pour 35 % en République Fédérale du groupe français de matériels thermiques, aérauliques et mécaniques TUNZINI-AMELIORAIR-AERAULIQUE-MECANIQUE-T.A.M. SA (cf. N° 553 p. 25), la compagnie TUNZINI KLIMATECHNIK GmbH de Bergish Gladbach (anc. DÜRR-TUNZINI KLIMATECHNIK GmbH - cf. N° 441 p. 22) a pris à Munich le contrôle de la firme INGENIEURSGESELLSCHAFT FÜR HEIZUNG, LUFTECHNIK & ROHRLEITUNGSBAU mbH.

TUNZINI-AMELIORAIR est lui-même affilié pour 21 % au groupe SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON SA, lequel détient à Stuttgart une participation de 35 % dans la firme de traitement de surfaces OTTO DÜRR KG, majoritaire dans TUNZINI KLIMATECHNIK.

(576/28) Membre à Lille du groupe de Paris CIE DES COMPTEURS SA (cf. N° 573 p. 19), l'entreprise de robinetterie pétrolière STE DUBAR & AUTIER SA (cf. N° 548 p. 24) a fait apport de divers actifs industriels évalués, bruts, à F.17 millions à son homologue STE DE CONSTRUCTIONS MECANQUES D'ILLIES MARCEL MALBRANQUE & CIE SA d'illies/Nord (où la CIE DES COMPTEURS détient depuis peu une participation de 40 %). Transformée en SA MARCEL MALBRANQUE, celle-ci a porté en conséquence son capital à F. 3,3 millions.

(576/28) Coiffant à travers sa filiale FINCANTIERI SpA (cf. N° 435 p. 24) quelque 80 % de la construction navale italienne, le groupe public de Rome I.R.I.-ISTITUTO PER LA RICOSTRUZIONE INDUSTRIALE SpA (cf. N° 575 p. 21) a repris à Gênes l'entreprise C.N.T.R.-CANTIERI NAVALI DEL TIRENNO & RIUNITI SpA, en liquidation judiciaire.

Animée jusqu'ici par MM. Andrea Mario Piaggio et Carlo A. Calcagno, celle-ci, ancienne filiale de la compagnie LIGURE DI ARMAMENTO SpA (que préside M. Mario Bertolotto), occupe quelque 8.000 personnes dans ses chantiers de Gênes, Riva Trigoso, Palerme et Ancône. Débitrice notamment de Li. 2,38 milliards envers la BANCA DI SICILIA SpA et l'IRFIS (Palerme), elle a dernièrement procédé à une réduction de capital de Li. 4,72 à 0,3 milliards.

(576/29) L'entreprise de moteurs thermiques et diesel fixes ou mobiles LOMBARDINI FABBRICA ITALIANA MOTORI SpA de Reggio Emilia (cf. N° 444 p. 23) renforcera ses intérêts industriels à l'étranger avec l'installation en Grèce d'une usine de petits moteurs diesel de moins de 20 CV qui sera exploitée par la société LOMBARDINI MOTORI HELLAS SA, créée en association avec les firmes locales NEA DRAGOFINA SA et M. PAPANDRIOPCULOS Ltd.

La fondatrice (usines à Gardenia et Piève) possède plusieurs filiales à l'étranger, notamment en France (Rueil-Malmaison), République Fédérale (Francfort), Espagne (Barcelone), Argentine (Buenos Aires), etc ...

(576/29) Le groupe SAARBERGWERKE AG de Saarbrück (cf. N° 560 p. 40) a négocié la prise du contrôle à Wuppertal-Cronenberg de la firme d'outillages à main BELZER-WERK, R. BELZER oHG (cf. N° 292 p. 23).

Propriété jusqu'ici des familles Dörken et Schlingenseipen, celle-ci occupe quelque 650 personnes à son siège et dans ses succursales de Berlin et Hambourg. Elle dispose d'une filiale industrielle en Ulster, BELZER WORKS (N.I.) Ltd (Bengor/Belfast), et d'une autre au Brésil. Sa représentation est assurée à l'étranger par un réseau d'affiliées, dont la firme de Milan BELZER RHOM ITALIA Srl.

(576/29) Spécialisée dans ses sept usines aux Etats-Unis, République Fédérale, France et Royaume Uni dans les filtres à air pour moteurs, silencieux, joints, soupapes, etc ..., la compagnie américaine L.S. DONALDSON C° Inc. de Minneapolis et Bloomington (cf. N° 516 p. 24) a constitué à Bruxelles la société DONALDSON EURAFRICA Sc (capital minimum de F. 100.000), dont elle partage le contrôle à parité avec ses filiales DONALDSON FRANCE SA (Montluçon/Allier) et allemande DONALDSON GmbH (Münster).

La fondatrice était déjà présente à Bruxelles avec la filiale DONALDSON C° SA.

(576/29) Présente en Europe avec une succursale à Londres, la firme d'équipements de contrôle des eaux polluées ENVIROTECH CORP. de San Francisco/Cal. (groupe NORTH AMERICAN ROCKWELL CORP. d'El Segundo/Cal. - cf. N° 574 p. 22) se propose de prendre en France le contrôle majoritaire de l'entreprise de matériels de travaux publics (marteaux-piqueurs, brise-béton, foreuses, etc ...) SECOMA-STE D'ETUDES & DE CONSTRUCTION DE MACHINES POUR TOUTES INDUSTRIES SA de Villeurbanne/Rhône (cf. N° 274 p. 20)

(576/29) Membre à Portsmouth/Hampsh. du groupe américain de matériels aérauliques (réfrigération, air conditionné, équipements de chauffage, etc ...) DUNHAM-BUSCH Inc. de West Hartford/Conn. - lui-même contrôlé par le groupe de Los Angeles SIGNAL COMPANIES Inc. (cf. N° 520 p. 37) - la compagnie DUNHAM-BUSCH Ltd (cf. N° 309 p. 22) s'est donnée une filiale sous son nom à Rauhheim/Rhein (capital de DM 20.000), dirigée par M. D.J. Smith et chargée de sa représentation en République Fédérale.

(576/30) Importateur exclusif en Belgique des véhicules industriels du groupe suédois SAAB-SCANIA A/B - né de la fusion des compagnies SAAB A/B de Linköping et SCANIA-VABIS A/B de Södertälje (cf. N° 497 p. 18) - la société DENONVILLE SA (Diegem) s'est assurée une participation de 22,2 % dans la société CUMMINS-DISTRIBUTOR BELGIUM SA (Schaerbeek-Bruxelles), filiale jusqu'ici absolue de l'entreprise américaine de moteurs Diesel CUMMINS ENGINE C° Inc. de Columbus/Ind. (cf. N° 480 p. 25), à l'occasion de l'augmentation de son capital à FB 45 millions.

(576/30) L'entreprise mécanique (notamment machines de génie civil) HARNISCHFEGGER Corp. de Milwaukee/Wisc. a ouvert à Bruxelles une succursale dont la direction a été confiée à M. A.A. Nelson.

La fondatrice, qui a récemment (cf. N° 511 p. 24) conclu un accord de prise de participations réciproques avec son homologue de Berlin et Dortmund ORENSTEIN KOPPEL & LÜBECKER MASCHINENBAU AG, possède une filiale à Düsseldorf, HARNISCHFEGGER INTERNATIONAL CORP. GmbH et a pour licenciée et associée en Italie l'entreprise GENTILI BRICHI & C° (Milan).

(576/30) Spécialisée dans les matériels de décrochage (marteaux-piqueurs, brise-béton, perforateurs), chariots de forage pour mines, pantalores et machines hydrauliques, l'entreprise ETS MONTABERT SA de Lyon et Paris (cf. N° 367 p. 21) s'est donnée à Francfort une filiale commerciale, DEUTSCHE MONTABERT GmbH (capital de DM 50.000), dirigée par ses propres animateurs, MM. Roger Montabert et Jacques Montabert.

Exportant le tiers environ de sa production, MONTABERT, qui réalise un chiffre d'affaires annuel supérieur à F. 35 millions, est présente depuis 1966 en Suisse avec une filiale sous son nom à Bienne.

(576/30) Affiliée à Oberhausen (cf. N° 563 p. 21) du groupe britannique BABCOCK & WILCOX Ltd (Londres), la compagnie DEUTSCHE BABCOCK & WILCOX GmbH a acquis du groupe de Berlin DEUTSCHE INDUSTRIEANLAGEN GmbH-D.I.A.G. (cf. N° 560 p. 40) son contrôle à 74,9 % sur l'entreprise de turbines, compresseurs et chaudières de Berlin BORSIG GmbH (cf. N° 556 p. 24) - où D.I.A.G. gardera cependant une participation minoritaire.

(576/30) La société suisse de construction de machines textiles RANDO MASCHINEN AG (Lucerne) s'est donnée une filiale commerciale en Belgique, RANDO SA (Ensival) au capital de FB 2 millions, que préside M. John W. Ingle.

Elle y a pour associées symboliques les compagnies américaines de la branche CAROLINA MACHINERY C° (Charlotte/N.C.) et CURLATOR CORP. (East Rochester/N.Y.), dont elle est licenciée.

(576/31) La société allemande de mécanique lourde (machines de concassage pour graviers et minerais, trémies, verrins, ascenseurs hydrauliques, etc ...) KLEEMANN'S VEREINIGTE FABRIKEN MASCHINENBAU & EISENGISSEIREI KG (Stuttgart-Obertürkheim) a formé en Autriche une filiale commerciale, KLEEMANN GmbH (Salzburg) au capital de Sh. 100.000, dirigée par MM. Fritz Kleemann et E. Oswald.

(576/31) Le groupe TENNANT C° de Minneapolis/Minn. a installé une filiale aux Pays Bas, TENNANT N.V. (Üden-Noort Brabant) au capital de Fl. 2 millions. Dirigée par MM. Martin N. Kellogg, Lyle Delwiche et Jan van Geenhuizen, celle-ci reprendra les fabrications de machines de nettoyage assurées jusqu'ici sous licence par la filiale NEDERLANDSE KROON RIJWIELFABRIEK N.V. (Uden) du groupe de Rotterdam R.S. STOKVIS & ZONEN N.V. (cf. N° 567 p. 29)

(576/31) Spécialiste d'appareils et outillages hydrauliques, pneumatiques, mécaniques et électriques pour chantiers, garages, etc ..., le groupe APPLIED POWER INDUSTRIES Inc. de Milwaukee/Wisc. (cf. N° 568 p. 26) a pris pied aux Pays-Bas avec la création d'une filiale à Oldenzaal, POWER-PACKER EUROPA N.V. (capital de Fl. 250.000), dirigée par M. P. Buys (Leusden).

(576/31) Le groupe de matériels de filtration, compression, ventilation, isolation phonique, etc ... BURGESS INDUSTRIES Inc. de Dallas/Texas (cf. N° 568 p. 24) a formé à La Haye la société DELTA P (HOLLAND) N.V. (capital de Fl. 25.000) qui, dirigée par M. J.J. Bos, est directement contrôlée par la filiale d'appareils de lutte contre les nuisances industrielles DELTA P INC. (Dallas).

Celle-ci a également le contrôle direct des sociétés du groupe à Paris (BURGESS-MANNING SA), Düsseldorf, Londres, Osaka et Tokyo.

(576/31) Connue pour ses équipements mécaniques de précision, matériels optiques pour caméras et microscopes et appareils scientifiques, la compagnie TOKYO OPTICAL C° Ltd-TOKYO KAGAKU KIKAI K.K., membre du groupe TOSHIBA TOKYO SHIBAURA ELECTRIC C° Ltd (cf. N° 504 p. 23), s'est donné une filiale commerciale à Rotterdam, TOPCON EUROPA N.V. (capital autorisé de Fl. 1,1 million), dirigée par M. Kyoji Fujita.

(576/31) Les intérêts commerciaux dans la CEE de la firme allemande de pompes et fournitures hydrauliques KRACHT PUMPEN- & MOTORENFABRIK KG de Verdhol (cf. N° 562 p. 27) se sont enrichis d'une filiale de vente à Metz/Moselle, KRACHT FRANCE Sarl (capital de F. 150.000), gérée par MM. Th. Barthen et J.H. Kracht.

(576/32) Les entreprises mécaniques de Paris BOULONNERIE & MATRICAGE DE PRECISION-BOMAP SA et ETS ACHILLE BLANC & CIE SA ont négocié une fusion qui s'effectuera par apport de l'ensemble de leurs actifs, évalués respectivement à F. 8,8 millions et à F. 7,7 millions, à la société BOULONNERIE & MATRICAGE DE PRECISION BLANC SA, en cours de formation au capital de F. 8 millions.

(576/32) Membre en République Fédérale du groupe britannique ROTARY HOES Ltd de West Horndon/Essex (cf. N° 555 p. 22), l'entreprise de machines agricoles HOWARD ROTAVATOR MASCHINENFABRIK GmbH (Michelstadt/Odw.) s'est donnée une filiale commerciale en Autriche, HOWARD-ROTAVATOR GmbH (Krems a.d. Donau). Au capital de Sh. 100.000, celle-ci est dirigée par MM. David Bird, P.G. Drabich-Waechter et M.J. Dooley.

EDITION

(576/32) Le groupe de Lausanne EDITIONS RENCONTRE SA (cf. N° 551 p. 25) a renforcé sa position en République Fédérale en formant à Cologne - où il possède une filiale depuis 1963 (cf. N° 214 p. 19), EDITIONS RENCONTRE GmbH, dirigée par M. Ekkehard Siska - la société LESEMARK RENCONTRE GmbH (capital de DM 200.000). Avec pour gérants MM. Pierre de Muralt et E. Siska, celle-ci assurera la gestion d'un réseau de dix magasins-club dans la région Rhein-Ruhr, qui sera ultérieurement étoffé par la création de 20 autres établissements dans le reste du pays.

Lié aux groupes de Bâle CIBA AG et J.R. GEIGY SA (20 % chacun) au sein de la firme CADIA SA (développement de l'information audiovisuelle), RENCONTRE a récemment conclu un accord de coopération pour la production de cassettes avec les groupes d'édition LIBRAIRIE HACHETTE SA (cf. N° 573 p. 23), ARNOLDO MONDADORI EDITORE SpA (cf. N° 575 p. 21), V.N.U.-VERENIGDE NEDERLANDSCHE UITGEVERSBEDRIJVEN N.V. (cf. N° 572 p. 38), C. BERTELSMAN VERLAG KG (cf. N° 574 p. 24) et ALBERT BONNIER A/B (cf. N° 520 p. 28)

(576/32) L'imprimerie de Darmstadt HABRA-WERK WILHELM F. OTT KG s'assurera en France une participation de 49 % dans l'IMPRIMERIE FRANCOIS SA (Ozoir-la-Ferrière/Seine & Marne) à l'occasion de la prochaine augmentation à F. 4 millions du capital de celle-ci, dont le propriétaire, M. François, gardera le contrôle à 51 %.

(576/33) Filiale paritaire à Hambourg des groupes SIEMENS AG de Berlin et Francfort (cf. N° 575 p. 23) et N.V. PHILIPS'GLOEILAMPENFABRIEKEN d'Eindhoven (cf. supra, p.24) maison d'éditions musicales et impression de disques DEUTSCHE GRAMMOPHON GmbH (cf. N° 574 p. 28) a conclu avec son homologue de Londres THE ROBERT STIGWOOD GROUP Ltd (affilié pour 25 % à PHILIPS) un accord grâce auquel elle éditera une partie du catalogue de celui-ci moyennant une garantie de £ 1 million pour une période de trois ans.

Chez les Six, STIGWOOD dispose d'une filiale à Hambourg, THE ROBERT STIGWOOD ORGANISATION (DEUTSCHLAND) GmbH, et d'une autre à Paris, THE ROBERT STIGWOOD ORGANISATION FRANCE Sarl (anc. EDITIONS MUSICALES 65).

(576/33) Quatre groupes néerlandais d'édition, N.V. DE ARBEIDERSPERS (Amsterdam), N.V. UITGEVERSMIJ. AE. E. KLUWER (Deventer), MEULENHOF & C° N.V. (Amsterdam) et PROOST & BRANDT N.V. (Amsterdam), se sont associés à parité pour l'exploitation d'un centre commun de dépôt et distribution à Amsterdam au sein de la société U.D.C. -UITGEVERS-DISTRIBUTIE CENTRUM N.V., formée à cet effet au capital de Fl. 0,5 million avec M. J. Van den Berg pour directeur.

ELECTRONIQUE

(576/33) Poursuivant la mise en place chez les Six de son réseau de software (cf. n° 571 p.32), le groupe de Philadelphie SCIENTIFIC RESOURCES INC. a présidé à la création à Düsseldorf de la société d'informatique et d'engineering pour le traitement des données DECISION DATA CORP. (DEUTSCHLAND) GmbH (capital de DM. 30.000), dirigée par M. Paul J. Landauer et directement contrôlée par l'affiliée de Luxembourg DECISION DATA CORP. -D.D.C. SA (cf. n° 564 p.28).

Dotée depuis peu de filiales à La Haye et Bruxelles également, cette dernière a été formée début 1970 et le groupe américain y est associé notamment à la CIE FINANCIERE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA de Paris (à travers sa filiale de Luxembourg PARIBAS TRUST C° SA) et à la banque de Bâle LA ROCHE & CIE.

(576/33) Membre du groupe de Zurich OERLIKON-BÜHRLE HOLDING AG (cf. n° 563 p.22), la compagnie horlogère suisse CONTRAVES SA (cf. n° 534 p.23) a pris à Francfort le contrôle de la firme d'instrumentation électronique de mesure et contrôle KELTRON GmbH (cf. n° 293 p.22) et à Rümlang/Zurich celui de sa compagnie-mère KELTRON AG.

CONTRAVES s'est également assuré le contrôle de la firme suisse de même spécialité R.U. SCHILD (Aegerten/Berne), qu'elle fusionnera avec sa propre Division d'instrumentation électronique ainsi qu'avec KELTRON AG sous le nom de CONTRAVES ANTRIEBSTECHNIK AG (Rümlang, avec usine à Aegerten).

(576/34) La représentation en République Fédérale du groupe d'instruments et appareils électroniques et radio-électriques SONY CORP. de Tokyo (cf. n° 557 p.23) sera désormais assurée par une filiale directe à Cologne, SONY GmbH (capital de DM. 0,6 million), dirigée par MM. A. Morita, H. Fukatsu et Y. Mizushima.

Distribué jusqu'ici dans le pays par la firme de Brême C. MELCHERS & C° (cf. n° 423 p.15), SONY y a depuis 1969 des intérêts indirects à travers son affiliée (50 %) AIWA C° LTD (Tokyo), qui s'est donnée en 1966 à Francfort une filiale de vente de ses appareillages radio-électriques, AIWA HANDELSGESELLSCHAFT mbH.

(576/34) Née début 1969 au Royaume-Uni d'une association paritaire entre les firmes américaines MILGO-ELECTRONIC CORP. (Miami/Fla.) et britannique RACAL ELECTRONICS LTD (Bracknell/Berks.) pour la fabrication et la diffusion en Europe de matériels périphériques ("Modems") pour ordinateurs, la société RACAL-MILGO LTD de Reading/Berks. (cf. n° 532 p.30) a installé une filiale de vente à Francfort RACAL-MILGO GmbH.

La fondatrice était présente en République Fédérale depuis 1965 avec une succursale à Bad Godesberg, transformée en 1969 en filiale RACAL ELEKTRONIK GmbH (Bonn) sous la direction de M. Max Guthmann.

(576/34) Des négociations sont en cours entre les entreprises française C.I.I. -CIE INTERNATIONALE POUR L'INFORMATIQUE SA de Louve-ciennes/Yvelines (cf. n° 575 p.24) et américaine PRINCETON ELECTRONIC PRODUCTS C° (Princeton/N.J.) en vue de la prise en charge par la première de la commercialisation des équipements (notamment terminaux pour ordinateurs) de la seconde.

C.I.I. est contrôlée à 70 % par la FININFOR-CIE FINANCIERE POUR L'INFORMATIQUE SA (Paris), elle-même filiale 52/48 des groupes THOMSON-CSF SA et C.G.E. -CIE GENERALE D'ELECTRICITE SA.

(576/34) L'entreprise américaine de petits ordinateurs WANG LABORATORIES INC. de Tewksburg/Mass. (cf. n° 431 p.25) a formé à Francfort une affiliée de vente et de software, WANG LABORATORIES GmbH (capital de DM. 20.000), gérée par M. Joseph H. Nestor (Bruxelles).

Affiliée pour 14 % environ au groupe de Cleveland WARNER & SWASEY C° (cf. n° 567 p.29), la fondatrice est présente depuis 1967 chez les Six avec une filiale à St-Josse-ten-Noode/Bruxelles, WANG EUROPE SA.

(576/35) Spécialisée dans les fournitures pour l'électronique professionnelle (ensembles émetteurs-récepteurs radio, instruments de mesures pour composants et conducteurs, circuits imprimés, etc...), la firme TELMI ITALIA SpA (Paderno Dugnano/Milano) a confié son agence générale pour la France à la compagnie SANTONI SA (Paris).

(576/35) Il entre dans les intentions des groupes bancaires STE GENERALE SA et B.N.P. -BANQUE NATIONALE DE PARIS SA (cf. n° 575 p.27) de s'assurer une participation (pouvant aller jusqu'à 22,5 % chacun) dans la firme de travail à façon sur ordinateurs C.C.M.C. SA de Paris.

Ancienne CIE DES CENTRES MECANO-COMPTABLES SA, cette dernière a récemment conclu un accord de collaboration technique avec la firme italienne de la branche HELIOS ITALIANA SpA (Turin).

EMBALLAGE

(576/35) La rationalisation des intérêts en France du groupe d'emballages pour cosmétiques et aérosols COPE-ALLMAN INTERNATIONAL Ltd de Londres (cf. N° 563 p. 19) est devenue effective au profit de la société STORAPRO-STOCKAGE, RAFFINAGE & PRODUITS CHIMIQUES DE BEAUNE-LA-ROLANDE SA (Beaune-la-Rolande/Loiret). Transformée en COPE ALLMAN EUROPE SA, celle-ci a porté son capital à F. 35 millions pour avoir absorbé sa société soeur COPE ALLMAN FRANCE SA (Paris), dont les actifs ont été estimés (bruts) à F. 48,9 millions.

A vocation de portefeuille, la société absorbante coiffe les compagnies METAFIX SA de Paris (argenture), REBOUL-ANNECY Sarl de Cran-Gevrier/Hte Savoie (étuis pour rouges à lèvres, poudriers, etc ...) et STE DE MOULAGE DE TOURNUS-ANC. BARDIN SA de Tournus/Saône et Loire (moulage plastique). Elle est également actionnaire pour 7,7 % de la société ENTREPOT PETROLIER DES YVELINES SA (467/34)

(576/35) Le groupe HENKEL GmbH de Düsseldorf (cf. supra, p.21) a procédé à une rationalisation de ses intérêts dans le secteur de l'emballage (papier, carton, plastiques, bois et métal) en fusionnant quatre affiliées : BRAUNSCHWEIGISCHE BLECHWARENFABRIK GmbH (Braunschweig), GES. FÜR KUNSTSTOFFVERARBEITUNG mbH (Frechen), HOLZWERKE ZAPPENDORF GmbH (Zappendorf/Oberfranken) et PAPIER & PAPPE GmbH de Monheim/Rhld. (cf. n° 554 p.20).

L'opération s'effectuera au profit de cette dernière, qui portera son capital à DM. 30 millions et sera transformée en VEREINIGTE VERPACKUNGSGESELLSCHAFT mbH. Occupant quelque 2.600 personnes dans quatre usines (capacité globale de 120.000 t./an) dont les fabrications seront intégrées et rationalisées, le nouveau groupe réalisera un chiffre d'affaires annuel de plus de DM. 160 millions.

(576/36) Les négociations menées aux Pays Bas (cf. N° 566 p. 16) entre le groupe allumettier, papetier et mécanique SVENSKA TÄNDSTICKS A/B-SWEDISH MATCH de Jönköping (cf. N° 564 p. 26) et la firme de matériaux en bois pour emballage et construction HALBERTSMA'S FABRIEKEN VOOR HOUTBEWERKING N.V. de Grouw (cf. N° 490 p. 29) ont abouti à la prise de contrôle de celle-ci par celui-là.

HALBERTSMA, qui reste sous la direction de M. A.J. Kradendonk, occupe un millier de personnes dans trois usines à son siège (650), à Groningue et à Lemmer, et elle possède, en propre ou à travers sa filiale INTERWAND N.V. (cf. N° 393 p. 18), des intérêts commerciaux à Bruxelles, Paris et Düsseldorf.

ENGINEERING

(576/36) Récemment créée à Paris pour l'étude, la réalisation et la promotion de toutes installations relatives aux industries de la cellulose, papetière, alimentaire, chimique et de génie hospitalier, essentiellement sur les marchés étrangers, la STE DE GESTION, D'ETUDES & D'ENTREPRISES-SOGEE SA (capital de F. 0,5 million) que préside M. Jean Pierre Herrenschmidt, l'a été à parité (20 %) par les compagnies SA DES ETS BRISSONNEAU & LOTZ (cf. N° 567 p. 20), KALTENBACH & CIE SA de Paris (cf. N° 393 p. 20), SEDIM-STE D'ETUDES & DE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES MODERNES Sarl (groupe LILLE-BONNIERES-COLOMBES SA - cf. N° 569 p. 32) et BANQUE EUROPEENNE DE FINANCEMENT SA (groupe AMERICAN INTERNATIONAL BANK de New York - cf. N° 522 p. 32)

(576/36) Spécialisée dans la fourniture et l'installation d'équipements de transformation, conditionnement et entreposage de produits agricoles, la compagnie de New York ANDREW GILBERT & C INC. a formé à Bruxelles

la société GESELLSCHAFT FÜR DIE ENTWICKLUNG VON LANDWIRTSCHAFT & INDUSTRIE-G.F.E. BENELUX SA (capital de FB 250.000), dont elle partage le contrôle avec sa filiale de Francfort GES. FÜR DIE ENTWICKLUNG VON LANDWIRTSCHAFT & INDUSTRIE-G.F.E., créée en décembre 1969.

(576/36) Après s'être assurée en 1968 le contrôle de l'entreprise de services, fournitures et équipements pour centrales thermiques, recherche et exploration pétrolière et industrie chimique S.N. MAREP-STE NATIONALE DE MATERIELS POUR LA RECHERCHE & L'EXPLOITATION DU PETROLE SA de Paris (cf. N° 458 p. 24), la compagnie de portefeuille ANDRE MILLER CORPORATION-AMCO SA de Paris (cf. N° 552 p. 20) a procédé à sa fusion avec celle-ci.

S.N. MAREP (société absorbante) portera son capital à F. 12,5 millions en rémunération d'actifs évalués, bruts, à F. 18,1 millions. Les activités commerciales du nouveau groupe, dont le chiffre d'affaires sera de l'ordre de F. 200 millions, seront du ressort de sa principale filiale, UNION INDUSTRIELLE & D'ENTREPRISE-U.I.E. SA (Paris).

(576/37) Trois compagnies parentes de Los Angeles/Cal., GENERAL EXPLORATION C° OF CALIFORNIA, GENERAL EXPLORATION C° INTERNATIONAL et GENERAL C° OF DELAWARE, toutes trois spécialisées dans l'exploration géologique, se sont associées dans une filiale paritaire de portefeuille à Luxembourg, GENERAL INTERNATIONAL STATIGRAPHIC EXPLORATION C° SA-GISECO (capital de \$ 50.000), que préside M. Yusuf Haroon.

(576/37) Une association paritaire entre les compagnies de Paris SOCEA-EAUX & ASSAINISSEMENT SA, que contrôle à 63 % le groupe CIE DE SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON SA (cf. N° 561 p. 39), et C.E.M. -CIE ELECTROMECHANIQUE SA (groupe suisse BROWN BOVERI & CIE AG - cf. N° 573 p. 19) a donné naissance à la STE INTERNATIONALE DE DESSALEMENT-SIDEM SA. Au capital de F. 5 millions et présidée par M. Marc Izabel, celle-ci a pour objet le développement et l'exploitation de techniques de dessalement des eaux de mer et saumâtres ainsi que l'étude et la réalisation de toutes installations y afférentes.

FINANCE

(576/37) Le groupe canadien BANK OF NOVA SCOTIA LTD de Halifax et Toronto (cf. n° 568 p.30) a transformé sa succursale de Rotterdam (cf. n° 560 p.35) en filiale financière et de leasing international. Sous le nom de B.N.S. INTERNATIONAL N.V. (capital autorisé de Fl. 2 millions) et la direction de M. Th. Blankevoort, celle-ci a pour administrateurs MM. C.E. Ritchie, R. Marsman, W.H. Kent, W.S. McDonald et R.B. Wilson.

(576/37) Le groupe BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA a renforcé ses intérêts aux Pays-Bas en ouvrant à Utrecht une succursale de sa filiale d'Amsterdam BANQUE DE PARIS & DES PAYS-BAS N.V. (cf. n° 575 p.35). Celle-ci, qui a déjà des succursales à Rotterdam, La Haye et Maastricht, s'est récemment (cf. n° 567 p.32) donnée une filiale de portefeuille à Amsterdam, INTEREUROPESE FINANCIERINGSMIJ. VAN PARIBAS NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 8,25 millions).

(576/37) La compagnie américaine de gestion de portefeuille UNIVERSAL INDUSTRIES INC. (Washington) s'est donnée une filiale à Uccle-Bruxelles, UNIVERSAL INDUSTRIES (BELGIUM) SA (capital de FB. 1 million), que préside M. William S. Bradbury.

(576/38) Coiffée à Paris par le holding d'assurances INA CORP. de Philadelphie/Pa. (cf. n° 549 p.30) à travers la firme de courtage et d'investissement BLYTH & C° INC. (New York), la BANQUE BLYTH & CIE SA (anc. BANQUE MOBILIERE & INDUSTRIELLE) a fait apport de sa succursale de Lyon à sa filiale locale BANQUE AUXILIAIRE DU RHONE SA (anc. STE AUXILIAIRE DU RHONE).

(576/38) Le groupe MEDIOBANCA-BANCA DI CREDITO FINANZIARIO SpA de Milan (cf. n° 559 p.36) a constitué la société de financement d'opérations de leasing S.E.L.M.A.-STA ESERCISIO LOCAZIONE MACCHINE ATTREZZATURA SpA (Milan) au capital autorisé de Li. 300 millions. Dirigée par M. Liborio Lojacono, celle-ci est directement contrôlée par les compagnies financières COMPASS SpA et SPAFID-STA PER AMMINISTRAZIONE FIDUCIARIE SpA (cf. n° 556 p.28).

(576/38) Membre à Luxembourg du groupe KREDIETBANK SA de Bruxelles et Anvers (cf. n° 575 p.25), la compagnie de portefeuille FINIMTRUST SA (cf. n° 561 p.31) a présidé à la création, pour le compte d'intérêts italiens, des Fonds de placement INTERFINANZA SA-STE LUXEMBOURGEOISE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES et INTERFINANZA SA-STE LUXEMBOURGEOISE DE PARTICIPATIONS IMMOBILIERES, tous deux au capital de \$ 10 millions, ainsi que de leurs filiales de rachat INTERFINANZA SA-STE DE RACHAT DE PARTICIPATIONS FINANCIERES et INTERFINANZA SA-STE DE RACHAT DE PARTICIPATIONS IMMOBILIERES, toutes deux au capital de \$ 1.000.

Ces quatre affaires ont pour administrateur commun M. Aldo Runfola, déjà administrateur de la société de gestion INTERFINANZA SA ADVISORS (capital de \$ 30 millions) du Fonds INTERFINANZA SA TRUST C° (\$ 30 millions) et de sa filiale de rachat INTERFINANZA SA REALISATIONS SA (\$ 10.000), toutes trois fondées à Luxembourg en janvier 1970 par l'intermédiaire de FINIMTRUST.

(576/38) La compagnie FINIMTRUST SA (cf. supra) a présidé, pour le compte d'intérêts britanniques portés notamment par M. Andrew G.D. Gordon (Londres), à la création à Luxembourg du Fonds de placement THE RESORT FUND SA (capital autorisé de \$ 5 millions) ainsi que de ses filiales de rachat RESORT REPURCHASES SA (\$ 10.000), de gestion RESORT GROUP ADVISORS SA (\$ 60.000) et de diffusion RESORT GROUP DISTRIBUTORS SA (\$ 10.000).

(576/38) La compagnie de portefeuille CIE INDUSTRIELLE & FINANCIERE D'ALAIS-CIFA SA (Paris) - qui coiffe notamment l'entreprise de petits appareils à gaz A.D.G.-APPLICATION DES GAZ SA de Paris (cf. n° 519 p.25) - a absorbé la SOFINEX-STE FINANCIERE POUR L'EXPANSION DES ENTREPRISES SA de Paris (cf. n° 202 p.24) et a porté, en rémunération d'actifs bruts évalués à F. 58,3 millions, son capital à F. 17,39 millions.

(576/39) Le groupe financier de Montréal I.O.S. -INVESTORS OVERSEAS SERVICES LTD (cf. n° 574 p.30) a décidé d'alléger ses intérêts en République Fédérale - où sa filiale de Munich I.O.S. DEUTSCHLAND GmbH (cf. n° 547 p.18) a été transformée en ORBIS FINANZGESELLSCHAFT mbH - en fermant les succursales à Francfort et Hambourg de sa filiale bancaire de Munich ORBIS BANK GmbH (cf. n° 557 p.25), où la BANKHAUS PREUSKER & THELEN KG (Bonn) détient une participation minoritaire.

(576/39) Les négociations récemment ouvertes en République Fédérale (cf. n° 573 p.26) entre le groupe BASF-BADISCHE ANILIN & SODA-FABRIK AG de Ludwigshafen (cf. n° 575 p.16) et la BAYERISCHE HYPOTHEKEN- & WECHSELBANK AG (Munich) se sont achevées par la cession par le premier de sa participation dans la WESTFALENBANK AG de Bochum (cf. n° 561 p.30) à la seconde, qui en a ainsi le contrôle à 55 %.

WESTFALENBANK (capital de DM. 35 millions et bilan de plus de DM. 2 milliards fin 1969) partage 75/25 avec la banque de Munich le contrôle à Düsseldorf de la BANKHAUS POENSGEN, MARX & C°, est actionnaire minoritaire à Francfort de l'ALLGEMEINE BANKGESELLSCHAFT AG (cf. n° 565 p.18) et a un intérêt de 25 % dans la brasserie de Bochum SCHLEGEL-SCHARPENSEEL-BRAUEREI AG (cf. n° 542 p.33).

(576/39) La société de portefeuille de Munich SCHAFF-GOTSCH BERGWERKSGESELLSCHAFT (cf. n° 550 p.20) va rationaliser ses intérêts dans l'industrie minière, les matériaux de construction et la distribution énergétique (gaz, électricité, charbon, etc...) en fusionnant sa filiale de portefeuille BUBIAG-BRAUNKOHLN- & BRIKETT-INDUSTRIE AG (Munich) avec son affiliée ELEKTRISCHE LICHT- & KRAFTANLAGEN AG-ELIKRAFT (Cologne) - où BUBIAG a une participation directe minoritaire.

L'opération s'effectuera par absorption d'ELIKRAFT (capital de DM. 20 millions) par BUBIAG qui portera son capital à DM. 25 millions et prendra le nom de la société absorbée.

(576/39) Des intérêts allemands portés par Mme Fl. Wagner-Schmid (Reutlingen) ont été à l'origine en Suisse de la société de portefeuille et gestion financière SOPINVEST-STE PRIVEE D'INVESTISSEMENTS Sarl (Zug) au capital de FS. 1 million, dont le gérant est M. Edwin Bänziger.

INDUSTRIE ALIMENTAIRE

(576/40) Récemment formée en Belgique (cf. n° 550 p.36) en tant que filiale paritaire des groupes de biscuiterie britannique UNITED BISCUIT (HOLDINGS) LTD (Edinburgh) et belge GENERAL BISCUIT C^e SA (Hérentals), la firme de distribution de pâtisserie fraîche FREGAL N.V. de Bevere-Waas (cf. n° 555 p.30) sera représentée en République Fédérale par la nouvelle FREGAL (DEUTSCHLAND) GmbH (Hattingen/Ruhr) au capital de DM. 20.000, que dirige M. Bernhard Steggers.

Le groupe britannique (cf. n° 573 p.26) a par ailleurs élargi ses intérêts aux Pays-Bas avec la prise du contrôle, au prix de quelque £ 1 million, de la firme de panification fine et pâtisserie industrielle MILANE-UNIVERS N.V. (Ossendrecht). Animée par M. René C. Baartmans, celle-ci dispose de succursales commerciales et agents en Belgique, France et République Fédérale. Le groupe avait récemment acquis dans le pays la firme de préparation de pommes frites WESTIMEX FRITURA N.V. (Krabbendijke).

(576/40) Connue pour ses marques d'eaux de vie "Baut Baron", "Marquis de Caussade", "Armabelle" et "Le Big Boss", la distillerie française U.C.V.A. -UNION DES COOPERATIVES VITICOLES DE L'ARMAGNAC S.C. (Eauze/Gers) a créé à Francfort une filiale de vente, S.I.C.A. ARMAGNAC VERTRIEBS GmbH (capital de DM. 20.000), gérée par MM. André Herlin et Albrecht Fendt.

(576/40) Le groupe de tabac de Hambourg REEMTSMA CIGARETTENFABRIKEN GmbH (cf. n° 574 p.38) transformera sa participation de 26,6% dans le groupe brassicole DORTMUNDER UNION-BRAUEREI AG-D.U.B. (cf. n° 572 p.31) - dont le capital sera porté à DM. 75 millions - en minorité de contrôle (48% environ) en lui apportant divers intérêts dans la branche, notamment ses participations dans les firmes BAVARIA & ST. PAULI BRAUEREI (Hamburg), HANNEN BRAUEREI GmbH de Willich (cf. n° 535 p.32), BRAU AG de Nuremberg (cf. n° 545 p.30) et BRAUEREI MONINGER AG de Karlsruhe (cf. n° 566 p.30).

(576/40) Animée par MM. W.H. Kemmers, B.P.J. Ambrosius et J.H. Bouwmen, la firme néerlandaise de conserves de champignons LUTECE HOLLAND N.V. de Velden (anc. LE CHAMPIGNON LUTECE N.V.) a ouvert à Düsseldorf une succursale dirigée par M. Walter Mühlbauer.

(576/40) Des intérêts roumains portés par M. Nicolae Alexe (Bucarest) ont été à l'origine à Cologne de la firme d'importation et distribution de produits agricoles et spécialités alimentaires KARPATEN GASTRONOMIE- & HANDELSGESELLSCHAFT mbH (capital de DM. 20.000), que dirige M. Paul A. Boeminghaus.

(576/41) Le groupe sucrier de Mannheim SÜDDEUTSCHE ZUCKER AG (cf. n° 528 p.24) a renforcé ses intérêts en Westfalie en reprenant à Warburg à la société WESTZUCKER GmbH (Dortmund) sa participation de 33 % dans la firme ZUCKERFABRIK WARBURG AG (production annuelle de 18.000 t.) - dans laquelle son affiliée pour 25 % d'Ochsenfurt ZUCKERFABRIK FRANKEN GmbH possède elle-même un intérêt de 25 %.

WESTZUCKER (capital de DM. 1,5 million) appartient au groupe de négoce sucrier de Dortmund KLÖWER & WIEGMANN AG (cf. n° 451 p.30), dont la principale autre filiale est la firme de Hanovre et Braunschweig DIAMANT-ZUCKER GmbH (cf. n° 525 p.26).

(576/41) Membre du groupe de meunerie de Duisburg DEUTSCHE MÜHLENWERKE AG (cf. n° 539 p.37) la firme DUISBURGER MÜHLENWERKE AG (Duisburg) a fusionné avec deux entreprises de la branche : ANTON LIPPE MEHLHANDELS GmbH (Borchen) et OEYNHAUSENER MEHLHANDEL GmbH (Bad-Oeynhausén).

(576/41) Une concentration réalisée entre deux entreprises allemandes de boulangerie et pâtisserie industrielles, HERNER BROTFABRIK HEINRICH DÜPPE GmbH (Herne) et MÜLHEIMER BROTFABRIK HEINRICH OESTERWIND KG (Mülheim/Ruhr), l'a été au profit de la seconde, qui occupe plus de 450 personnes.

(576/41) Spécialisée à Hambourg dans le négoce de grains, aliments pour bétail, engrais et semences, la firme E. KAMPFFMEYER oHG (cf. n° 539 p.38) a installé à Strasbourg une filiale commerciale, KAMPFFMEYER-FRANCE Sarl (capital de F. 50.000), gérée par M. Claude A. Muller.

(576/41) Les négociations engagées (cf. n° 571 p.38) par le groupe sucrier belge RAFFINERIE TIRLEMONTAISE SA (Tirlemont) avec le groupe de meunerie GRANDS MOULINS DE PARIS SA et la compagnie de portefeuille COFIMERCIE FINANCIERE POUR L'OUTRE-MER SA (Paris) ont débouché sur la création à Paris de la société de portefeuille SOMDIAA-STE MULTINATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AGRICOLES ALIMENTAIRES SA, dont les fondatrices se partagent le capital (F. 18 millions) à raison de 33,3 %, 20,01 % et 13,3 % - le solde allant à la compagnie de Kayes/Congo S.I.A.N. -STE INDUSTRIELLE & AGRICOLE DU NIARI SA (affiliée pour 37,8 % et 13,2 % à GRANDS MOULINS DE PARIS et à COFIMER).

Présidée par M. Jean Vilgrain, et dirigée par MM. P. Wahl et R. Urbain, SOMDIAA recevra de ses fondatrices leurs participations en Afrique.

(576/42) Les compagnies françaises d'engineering SPEICHIM SA-STE POUR L'EQUIPEMENT DES INDUSTRIES CHIMIQUES (groupe SCHNEIDER - cf. n° 574 p.27) et de financement à l'exportation SETILEX SA ont participé pour 10 % ensemble à la constitution au Venezuela de la société CONSOLIDADA DE ACEITES C.A. (capital initial de Bolv. 4 millions), où elles se trouvent associées notamment à la compagnie PARQUE LOS LLANOS OCCIDENTALES, membre du groupe ROCKEFELLER (cf. n° 555 p.27), pour 30 %. La nouvelle affaire assurera l'exploitation d'une huilerie de sésame d'une capacité annuelle de 30.000 t., dont la conception et la construction seront du ressort de SPEICHIM.

SETILEX a été créée fin 1968 sur l'initiative d'un consortium bancaire et industriel français (cf. n° 536 p.36).

(576/42) Le groupe alimentaire KRAFTCO CORP. de New York (anc. NATIONAL DAIRY PRODUCTS CORP. - cf. n° 558 p.35) a procédé à la dissolution anticipée de sa filiale de Paris FROMAGERIE FRANCO-SUISSE SA, dont il partageait le contrôle avec sa filiale de Forest-Bruxelles FROMAGERIE FRANCO-SUISSE LE SKI SA (cf. n° 393 p.32).

Le groupe américain reste cependant présent à Paris avec une filiale, KRAFT SA.

(576/42) Les négociations menées en France (cf. n° 565 p.34) entre les groupes de vins de champagne PIPER HEIDSIEK SA et STE CHAMPAGNE FOURNIER SA de Reims ont abouti à la prise du contrôle à 60 % du second par le premier.

Celui-ci a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de F. 39,46 millions avec une production de 2,575 millions de bouteilles. FOURNIER a commercialisé en 1969 près de 600.000 cols représentant un chiffre d'affaires de F. 7 millions.

(576/42) Récemment décidé (cf. notamment n° 520 p.34), le regroupement des activités "riz, légumes secs et épices" des groupes RIVOIRE-CARRET-LUSTUCRU SA de Marseille (cf. n° 573 p.27) et RIZERIES INDOCHINOISES SA (cf. n° 537 p.29) est devenu effectif avec l'apport par le second de son Département spécialisé à la filiale du premier FRANCAISE DE RIZ-SOFRARIZ SA (Marseille). En rémunération d'actifs évalués, bruts, à F. 3,4 millions, celle-ci a élevé son capital à F. 1,5 million.

(576/42) Membre du groupe coiffé en France par la CIE DES MAITRES FROMAGERS SA de Paris (cf. n° 516 p.28), l'entreprise laitière J. BONGRAIN & CIE SA (Illoud/Hte Marne) s'est assurée le contrôle de la LAITERIE VEZIEN (Reparsac/Charente), qui est spécialisée notamment dans le beurre, camembert et fromage de chèvre.

(576/43) Des intérêts allemands portés par M. Eckard Laeube (Bensberg) ont été à l'origine à Milan de la firme de produits alimentaires diététiques liquides et solides DIETETICHE LAEUBE Srl (capital de Li. 0,9 million), que dirige Mme M. Ebner-Maggi.

(576/43) De création récente à Paris (cf. N° 575 p. 29) en tant que filiale 60/40 des groupes GENERALE SUCRIERE SA et CIE DU NORD SA (groupe ROTHSCHILD SA), la société G.S. NORD SA s'est assurée le contrôle à 60 % environ de l'entreprise ETS PIEN & GLASSON SA (Beuillers-per-Lisieux, Calvados).

Affiliée pour 19,5 % à la SEGESPAR-STE D'ETUDES, DE GESTION & DE PARTICIPATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE AGRICOLE SA (groupe CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE - cf. N° 376 p. 26), celle-ci (capital de F. 8,4 millions), que préside M. Leopold Pien, est spécialisée dans l'abattage, la conserve et le commerce des viandes (marque "L'Abbaye").

(576/43) Récemment décidé (cf. notamment N° 575 p. 28), le regroupement des activités des groupes français CIE FINANCIERE LESIEUR SA (Boulogne/Hts-de-Seine) et UNIPOL SA - UNION DES NOUVELLES INDUSTRIES DE PRODUITS OLEAGINEUX (Marseille) dans le secteur des huiles alimentaires est devenu effectif au profit de la STE COMMERCIALE SEVRES-BELLEVUE SA. Celle-ci, transformée en LESIEUR-HUILOR SA, a porté son capital à F. 170,1 millions pour avoir reçu : (1) du premier (son actionnaire direct pour 10 %, et pour 70 % à travers la compagnie LESIEUR-COTELLE) ses usines spécialisées ainsi qu'un portefeuille comprenant notamment : 100 % de SOLUXOL SA (Luxembourg), 99 % de LESIEUR-TOURTEAUX SA (Paris), 60 % de LESIEUR-AFRIQUE SA (Alger), 43 % de LESIEUR GmbH (Hanweiller) et 10 % de MAUREL & MARCHAND & CIE Sarl; (2) du second (son actionnaire pour 20 %) ses usines de Marseille (deux) et de Bordeaux.

UNIPOL a par ailleurs accru son potentiel de fabrication de corps gras industriels en reprenant le Département "Huilerie-Raffinerie" de la société NOURYLAND Sarl (Venette/Oise), filiale de la compagnie néerlandaise KON. INDUSTRIEEL MIJ. NOURY & VAN DER LANDE N.V. (Deventer), membre du groupe AKZO d'Arnhem (cf. N° 568 p. 22). Cette opération n'affecte pas les accords qui le lie à la compagnie de Deventer pour la distribution des articles de base pour peintures (acides gras, siccatifs, etc ...) produits par celle-ci et ses affiliées.

(576/43) Présente depuis 1962 en République Fédérale avec une filiale à Cologne, BLANCHAUD GmbH, la conserverie française ETS MAURICE BLANCHAUD Sarl (Chacé/M. & L.) s'est assurée une participation de 50 % aux Pays-Bas dans la conserverie de champignons N.V. v/h L.E. NIEUWENHUIZEN (SLEUTELS CONSERVEN) de Leiden (cf. N° 394 p. 31).

Connue pour ses marques "Sleutels" et "Ooievar", celle-ci, qui occupe quelque 200 personnes à son siège et à Helden-Panningen, Limburg, restera dirigée par M. A.D. Nieuwenhuizen Segaar. Sa nouvelle compagnie-mère, animée par M. Maurice Blanchaud, occupe quelque 2.500 personnes dans sept usines; elle possède une autre filiale à l'étranger, BLANCHAUD IBERICA SA (Logroño).

(576/44) De création récente à Paris au capital de F. 100.000, la STE FRANCAISE POUR L'EXPORTATION DES PRODUITS D'OEUF OVO-FRANCE SA, que préside M. Henri Delaunay, est filiale des compagnies STE AVICOLE DE LA VILLE AUX NONAINS-SAVANS SA, CASSERIE D'OEUF DE MONTMARTRE Sarl, FROID & ALIMENTATION, OEUF LAYTON Sarl (toutes trois à Paris), I.G.R. E.C.A. SA (Angers/ Maine & Loire), ENTREPOTS FRIGORIFIQUES DE LA GARONNE-FRIGARONE Sarl (Agen/Lot et Garonne) et UNION COQUETIERE Sarl (Marseille).

(576/44) Une concentration a été réalisée en Italie dans l'industrie de la semoulerie et des pâtes alimentaires entre les firmes de Milan PASTIFICIO RICCARDI SpA et de Vercelli MOLINO & PASTIFICIO SESIA SpA au profit de la première (capital porté à Li. 900 millions), transformée en RICCARDI SpA.

(576/44) Une concentration négociée en Sicile entre les brasseries SICILIANA PRODOTTI ALIMENTARI-FALCON BREWERY SpA (Palerme) et NUOVA BIRRA MESSINA SpA (Messina) s'effectuera au profit de la seconde (capital de Li. 1,2 milliard), transformée en STA BIRRIFICI MERIDIONALI-BIM SpA.

(576/44) Le groupe sucrier de Rotterdam SUIKER UNIE HOLDING N.V. (anc. BIETENBELANG N.V. de Dordrecht - cf. N° 525 p. 27) a diversifié ses intérêts en prenant à Amsterdam le contrôle de l'entreprise familiale d'import-export d'arachides et fruits tropicaux A. DE SCHAAP N.V.

METALLURGIE

(576/44) Présent depuis 1961 aux Pays-Bas avec une filiale à Rotterdam, KAISER ALUMINIUM MIJ. N.V., que dirige M. J.H.R. van Ginkel, le groupe KAISER ALUMINUM & CHEMICAL CORP. d'Oakland/Cal. (cf. N° 573 p. 29) y a renforcé ses intérêts en installant à La Haye la société commerciale et de portefeuille KAISER ALUMINUM & CHEMICAL HOLDING N.V. (capital autorisé de Fl. 5 millions), directement contrôlée par la compagnie KAISER ALUMINUM & CHEMICAL INTERNATIONAL Inc. (Oakland).

(576/44) L'entreprise allemande de tôlerie (marque "Comforto") pour ameublement métallique H.W. SCHMIDT GmbH, METALLWARENFABRIK (Ahlen/Westf.) a installé sous son nom une filiale commerciale à Linz/Autriche. Au capital de Sh. 100.000, celle-ci est dirigée par MM. Bernard et Günther Pamberg.

(576/45) Spécialiste en République Fédérale de pièces forgées et estampées pour fixation de moteurs et accessoires automobiles notamment, la firme JELLINGHAUS & C°, GELSENKSCHMIEDE & BEARBETUNGS WERKSTÄTTEN KG (Gevelsberg/Westf.) s'est donnée à Vienne une filiale commerciale, H.G. JELLINGHAUS WARENHANDEL GmbH (capital de Sh. 100.000), gérée par son propre directeur Hans G. Jellinghaus.

(576/45) Membre au Canada du groupe de New York WALLACE MURRAY CORP. - issu fin 1965 de la fusion des compagnies WILLIAM WALLACE CORP. et MURRAY CORP. OF AMERICA - et spécialisée dans les pièces et accessoires métalliques pour moteurs et industrie automobile la firme WALLACE MURRAY CANADA Ltd (Brockville/Ont.) a pris pied en République Fédérale avec la création à Waldbröl de la société de vente WALLACE-MURRAY GmbH (capital de DM 20.000), gérée par MM. W.F. Reichert et R.J. Loveless.

(576/45) Il entre dans les intentions de la compagnie belge FORGES DE THY-MARCINELLE & MONCEAU SA de Marcinelle (cf. N° 562 p. 35) de porter de 24,2 % à 74,5 % sa participation dans l'entreprise d'exploitation de carrières PRODUITS DOLOMITIQUES DE MERLEMONT SA (Merlemont), à l'occasion de la prochaine augmentation à FB 24,2 millions du capital de celle-ci.

(576/45) Membre à Lucerne du groupe suisse METALLSCHLAUCHFABRIK AG (Lucerne), l'entreprise de tuyaux et conduites flexibles BOA-VERWERTUNGS AG a négocié une association 80/20 à La Haye avec la société N.V. v/h RUHAAK & C° (cf. N° 563 p. 28) pour l'importation, la fabrication et distribution de ses produits dans le pays. Le cadre en sera une filiale commune, BOA NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 0,5 million), dirigée par M. J.J. Jacobs.

Le groupe suisse, qui contrôle également à Lucerne la société de chaudronnerie de précision (condensateurs notamment) BOA AG (qu'anime le Dr. Otto Meyer), est présente en Autriche avec une filiale à Vienne, BOA-FLEXIBLE ROHRVERBIDUNGEN GmbH.

(576/45) Spécialiste du capsulage pour industries alimentaires, pharmaceutique, chimique, etc ..., le groupe CROWN CORK & SEAL C° INC. de Philadelphie (cf. N° 541 p. 39) a rationalisé ses intérêts en Italie en fusionnant ses filiales de Milan INITIATIVE INDUSTRIALI INTERNAZIONALI-I.I.I. SpA (capital de Li. 500 millions - cf. N° 386 p. 37) et CROWN CORK C° ITALIA-CIA TAPPI CORONA SpA (Li. 100 millions) au profit de la seconde.

(576/46) Membre du groupe ROTHSCHILD SA (cf. N° 572 p. 33), la STE MINIERE & METALLURGIQUE DE PENARROYA SA de Paris (cf. N° 571 p. 41) a fait apport de sa participation directe (6,6 %) dans la compagnie LE NICKEL SA (Paris) à sa filiale quasi-absolue STE AUXILIAIRE DE PARTICIPATIONS MINIERES & METALLURGIQUES SA (Paris), qui a porté en conséquence son capital à F. 65,1 millions.

(576/46) La compagnie de portefeuille COGI-INDAL SA de Paris (cf. N° 470 p. 28), qui portait les intérêts des groupes EDMOND DE ROTH-SCHILD (à travers la CIE FINANCIERE SA de Paris - cf. N° 572 p. 39) et R.T.Z. PILLARD Ltd de Londres (à travers INDAL-CONTINENTAL Ltd - cf. N° 507 p. 20) dans le secteur de l'aluminium, a été dissoute, et sa liquidation confiée à M. Claude Janin.

Le partenaire britannique (anc. PILLARD HOLDINGS Ltd) est récemment passé sous le contrôle du groupe de Londres RIO-TINTO-ZINC Ltd (cf. N° 573 p. 29)

(576/46) Une concentration dans le domaine de la fonderie émaillée sanitaire et les appareils de chauffage a été négociée aux Pays-Bas entre les groupes ETNA DAALDEROP HOLDING N.V. (cf. N° 497 p. 33) et KON. DIEPEN-BROCK & REIGERS N.V. -D.R.U. (cf. N° 561 p. 21) au profit du premier.

Celui-ci (capital de Fl. 9,2 millions), dont le chiffre d'affaires s'est élevé à Fl. 86 millions en 1969 avec plus de 2.000 salariés, résulte de la concentration en 1969 des firmes métallurgiques de Breda KON. IJZERGIETERIJEN & EMAILLEER-FABRIEKEN "DE ETNA" N.V. et de Tiel KON. METAALWARENFABRIEK v/h J.N. DAADEROP & ZONEN. Pour sa part, D.R.U. occupe 2040 personnes et a réalisé en 1969 un chiffre d'affaires de Fl. 78 millions; ses principales filiales sont N.V. APPARATENFABRIEK VOOR LUCHT- & WARMTE TECHNIEK C. KAPPERS (Winterswijk), SAVAL APPARATENFABRIEK N.V. (Breda), W.G. SCHEERES N.V. (La Haye) et DRU N.V. (Bruxelles).

(576/46) Membre du groupe CIE PECHINEY SA (directement et à travers le holding SEICHIME SA - cf. N° 573 p. 19), la STE DE CONDITIONNEMENT EN ALUMINIUM-SCAL GP SA de Paris (cf. N° 524 p. 27) a pris à Milan une participation de 33 % dans la firme de capsules métalliques et surbouchage en alliage léger BARATTA SpA (anc. LAMINAZIONE & STAMPAGGIO METALLI FLLI. BARATTA SpA), qui exploite une usine à Alessandria.

(576/46) Une association entre les entreprises métallurgiques françaises BENQUET-BOYOVAL & CIE SA (cf. N° 551 p. 25) et CIE DES FORGES DE CHATILLON-COMMENTRY-BIACHE SA (groupe DENAIN-NORD-EST-LONGWY SA - cf. N° 575 p. 30) a donné naissance à Paris à la société de découpage et emboutissage de métaux, fabrication et montage de matériels électriques et électroniques CIE GENERALE DE SOUS-TRAITANCE-C.G.S.T. SA (capital de F. 100.000), que préside M. Léon Boyoval.

PAPIER

(576/47) L'entreprise américaine de pâtes de bois, tissus de papier, cuirs synthétiques et plastiques GEORGIA BONDED FILTERS Inc. de Newark/N.J. (cf. N° 527 p. 30) a renforcé ses intérêts commerciaux chez les Six avec l'installation d'une filiale à Milan, BONTEX Srl (capital de Li. 0,6 million), que dirige M. Erminio Manzoni.

Animée par MM. Hugo N. Surmonte, J.C. Kostelni et R.H. Dull, la fondatrice a pris pied en 1969 en Belgique avec la création d'une filiale BONTEX SA à Bruxelles.

(576/47) Des intérêts suédois portés par la famille Nordin ainsi que le groupe forestier et papetier N.C.B. A/S (Kramfors) ont été à l'origine à Paris de la firme de négoce papetier N.C.B. FRANCE CELLULOSE Sarl (capital de F. 20.000), dont le gérant est M. Rolf Nordin.

A Paris, le groupe de Kramfors était déjà représenté par la société N.C.B. PAPIER Sarl, membre du groupe d'importation de produits nordiques SVEN H. SJÖHOLM SA (cf. N° 569 p. 37). De son côté, la famille Nordin y contrôle les sociétés NORDIN CELLULOSE SA, NORDIN SA et EUROPAPIER Sarl (cf. n° 533 p.38).

(576/47) Spécialisée dans les cartes de voeux, la firme allemande INTERCARD, GESELLSCHAFT ZUR HERSTELLUNG INTERNATIONALER GLÜCKWUNSCHKARTEN mbH (Reinbek/Hamburg) a installé sous son nom une filiale commerciale à Vienne (capital de Sh. 100.000), gérée par son propre directeur M. H. Vooes et dirigée par M. H. Schefz.

(576/47) Le groupe papetier allemand G. HAINDL'SCHE PAPIERFABRIKEN KG d'Augsburg (cf. n° 543 p.30) a négocié une augmentation de ses approvisionnements en pâtes mécaniques et chimiques de bois en provenance de Suède et a pris simultanément une participation de 20 % dans la filiale GÖTA CELLULOSE A/B (Göta) du groupe de Karlstad A/B ROTTNEROS (cf. n° 151 p.22).

(576/47) Affilié aux groupes canadien MACMILLAN BLOED LTD (Vancouver) et belge PAPETERIES DE BELGIQUE SA (lui-même affilié au groupe allemand FELDMÜHLE AG - cf. n° 575 p.31), le groupe papetier néerlandais KON. NEDERLANDSCHE PAPIERFABRIEK N.V. (Maastricht) s'est donné, sous le nom de MAKO N.V. (capital de Fl. 1 million) et la direction de M. Willem Bakker, une filiale à Maastricht, spécialisée dans les cartons d'emballage.

(576/48) Filiale en France du groupe forestier et papetier américain WEYERHAEUSER C° de Tacoma/Wash. (cf. n° 570 p.34), la compagnie DROPSY SA (Reims) s'est donnée une filiale d'emballage, DROPSY CARTON Sarl (capital de F. 1 million), que gère M. André Jaeger.

La fondatrice, qui contrôle notamment les PAPETERIES DU FOREZ SA (Feurs/Loire) et la STE REMOISE DE PAPETERIE Sarl (Reims), est depuis peu (cf. n° 556 p.33) majoritaire dans la STE NOUVELLE DES PAPETERIES LA HAYE-DESCARTES (Descartes/Indre et Loire).

(576/48) Le groupe papetier de Munich MD PAPIERFABRIKEN HEINRICH NICOLAUS GmbH (cf. n° 564 p.38) a pris le contrôle à Francfort de la firme commerciale et de portefeuille AG FÜR INDUSTRIE & HANDEL (cf. n° 375 p.27), passée il y a quelques années du contrôle du groupe de Bâle INTERHANDEL AG - aujourd'hui absorbé par l'UNION DE BANQUES SUISSES SA de Bâle (cf. n° 575 p.35) - à celui de la société de portefeuille PROVIDENTIA AG (Glarus).

Le groupe allemand a d'autre part renforcé ses intérêts en Autriche - communs avec le groupe WILFRIED EINZEL AG de Vienne (cf. n° 564 p.38) - en devenant majoritaire à Laakirchen dans l'entreprise papetière PAPIERFABRIK LAAKIRCHEN AG, en contrepartie de l'apport de ses participations dans les sociétés HEINZEL & NICOLAUS AG FABRIK FÜR HYGIENISCHE PAPIERE (Vienne) et OBERÖSTERREICHISCHE PAPIERPAPPEN & HOLZFASERNFABRIK RITTMÜHLE JOH. WOICZIK (Vorchdorf). La firme de Laakirchen, dont le capital a été porté à Sh. 100 millions, avait dernièrement projeté une concentration avec le groupe autrichien STEYERMÜHL PAPIERFABRIKS- & VERLAGS AG (cf. n° 474 p.28), mais les négociations entreprises à cet effet n'ont pas abouti.

(576/48) Décidée récemment (cf. n° 554 p.36), la concentration des entreprises d'emballages en papier STE CHARFA SA et SACHERIES D'ALSACE SA (toutes deux à Paris) est devenue effective au profit de la première qui, en rémunération d'actifs évalués bruts à F. 12,3 millions, a porté son capital à F. 15 millions.

Créée en décembre 1967 par CHARFA et LA CELLULOSE DU PIN SA de Paris (actionnaire pour 10,14 % de la précédente - cf. n° 567 p.39), la firme absorbée leur était restée affiliée pour 35 % chacune, après avoir accueilli comme nouveaux actionnaires les compagnies LA ROCHETTE-CENPA SA de Paris et OMNIUM DE PARTICIPATIONS INDUSTRIELLES & FINANCIERES (groupe CIE FINANCIERE DE PARIS & DES PAYS-BAS SA - cf. n° 574 p.28) ainsi que le groupe papetier suédois FISKEBY A/B de Noorköping (membre du groupe de Stockholm K.F. KOOPERATIVA-FORBUNDET - cf. n° 569 p.37) pour 10 % chacun.

(576/48) Une fusion a été réalisée en République Fédérale entre les filiales à Neuss/Rhein BALAMO DEUTSCHLAND GmbH et DEUTSCHE BALAMUNDI AG (cf. n° 508 p.21) du holding de Luxembourg BALAMUNDI INTERNATIONAL SA (cf. n° 533 p.39), par absorption de la première par la seconde.

Spécialiste de revêtements muraux et de sols, papiers peints, etc..., le groupe de sociétés européennes BALAMUNDI, coiffé par la compagnie belge PAPETERIES DE GENVAL SA de Genval (cf. n° 432 p.24), est affilié depuis peu au groupe de Bruxelles SOFINA SA (cf. n° 574 p.28) à travers sa filiale de portefeuille de Luxembourg STE POUR LA FINANCE & L'ELECTRICITE SA.

PETROLE

De son côté, le groupe C.F.P. a également conclu avec la compagnie JAPEX INDONESIA LTD (groupe JAPEX-JAPAN PETROLEUM C° LTD de Tokyo - cf. n° 542 p. 37) un accord lui permettant d'acquérir jusqu'à 50 % des permis off-shore de celle-ci à Bunju et Mahakam, à l'est de Bornéo; en contrepartie, sa filiale TOTAL INDONESIE SA exécutera les travaux de recherches sur ces zones pendant 6 ans.

(576/50) La filiale à Hambourg BP BENZIN & PETROLEUM AG (cf. n° 539 p. 43) du groupe de Londres THE BRITISH PETROLEUM C° LTD (cf. n° 568 p. 36) a acquis une participation minoritaire à Essen dans la compagnie de distribution gazière RUHRGAS AG (cf. n° 546 p. 34).

Celle-ci compte parmi ses actionnaires la firme SCHUBERT KG de Münster/Westf. (15 %) ainsi que les groupes BERGEMAN KG (Essen), GELSENBERG AG (Essen) et GEWERKSCHAFT BRIGITTA (Hanovre).

PHARMACIE

(576/50) Spécialiste d'articles d'hygiène, pharmaceutiques et chirurgicaux (pansements, cotons, bandages, lotions et accessoires sanitaires), le groupe de Londres SMITH & NEPHEW ASSOCIATED COS LTD (cf. n° 462 p. 45) a doté sa filiale de Watermael-Boitsfort SMITH & NEPHEW (BELGIUM) SA d'une filiale à son siège, SMITH & NEPHEW (BENELUX) SA (capital de FB. 250.000).

Dans le pays, le groupe dispose également de filiales à Schaerbeek-Bruxelles. ADEX SA (cf. n° 119 p. 19), Verviers, SATOMA C° SA, et Bruxelles, WALLACE CAMERON (BENELUX) SA (cf. n° 330 p. 30).

(576/50) L'usine pharmaceutique qu'a récemment décidé de construire en Italie (cf. n° 554 p. 38) l'entreprise allemande C.H. BÖHRINGER SOHN KG (Ingelheim/Rhein) sera édifiée à Reggello Florence et sera exploitée par une nouvelle filiale, C.H. BOHRINGER SOHN Srl. Le groupe était jusqu'ici représenté dans le pays par la filiale STA ITALO-BRITANNICA L. MANETTI-H. ROBERTS & C° SpA (Florence) du groupe PIERREL SpA de Naples (cf. n° 573 p. 32), qui produisait également certaines de ses spécialités sous licence.

La compagnie pharmaceutique BOEHRINGER-MANNHEIM GmbH de Mannheim, sans liens financiers avec l'entreprise d'Ingelheim (cf. n° 561 p. 4), est présente de son côté à Milan avec une filiale industrielle, BOEHRINGER PRODOTTI CHIMICI FARMACEUTICI Srl, occupant quelque 350 personnes.

(576/50) Procédant à une réorganisation de ses intérêts, le groupe pharmaceutique de Paris LABORATOIRES LABAZ SA (cf. n° 559 p. 41) s'est donnée une filiale à Grenoble, C.R.E.C.-CENTRE DE RECHERCHES & D'ETUDES PHARMACOLOGIQUES, CHIMIQUES & MEDICALES SA (capital de F. 100.000) qui, présidée par M. Henri-Charles Jungels, a pour objet la recherche et la fabrication de spécialités pharmaceutiques, cosmétiques, diététiques, etc... Simultanément, le groupe a transformé sa filiale LABORATOIRES SEPTIOX SA (Grenoble) en DUBERNARD SA (capital de F. 50.000) et en a transféré le siège à Ambarès/Gironde, où il dispose d'un important centre industriel.

Sous contrôle belge, LABAZ est affilié depuis peu pour 24 % au groupe chimique PIERREFITTE-AUBY SA de Paris (cf. n° 564 p. 20).

(576/51) L'entreprise pharmaceutique belge CERTA SA-CENTRE EUROPEEN DE RECHERCHES THERAPEUTIQUES APPLIQUEES de Nouille-sur-Mehaigne (cf. n° 399 p.31) a pris pied aux Pays-Bas avec la création d'une filiale à Rotterdam, CERTA NEDERLAND N.V. (capital de Fl. 250.000), que dirige M. J.S. Canavis.

PLASTIQUES

(576/51) MM. B.S. Boudery et H.T. Niefof dirigent aux Pays-Bas la filiale HAWODUR N.V (cf. n° 559 p.22) définitivement créée à Enschede, au capital de Fl. 0,5 million, par la firme allemande HARZER ACHSENWERKE KG SCHWEMANN & ALTHOFF (Königsdahlum-Bornum) pour exploiter, en association avec sa filiale d'Arnhem ARNHEMSE RUBBERFABRIEK (ARUFA) N.V. (cf. n° 320 p.18), une nouvelle usine de plastiques et caoutchoucs spéciaux.

(576/51) L'entreprise allemande de transformation plastique REHAU PLASTIKS GmbH de Rehau/Bay. (cf. n° 546 p.37) a porté à FS. 2 millions le capital de son holding suisse FONDUS GmbH (Chur). Transformé en REHAU-PLASTIKS GmbH et ayant vu son siège transféré à Muri/Berne, celui-ci détient une participation directe dans la filiale suisse REHAU-PLASTIKS GmbH (Wallisellen/Zurich), laquelle dispose depuis peu d'une filiale de vente à Wädenswil/Zurich.

(576/51) Spécialiste de gobelets et emballages plastiques, la firme allemande BELLAPLAST HELLER & C° KG de Wiesbaden (cf. n° 563 p.41) a installé à Vienne une filiale commerciale, BELLAPLAST KUNSTSTOFFVERPACKUNGEN GmbH (capital de Sh. 300.000).

Animée par MM. A. Heller et R. Mandelbaum, la fondatrice a de nombreux intérêts à l'étranger, notamment en Suisse (Zurich et Zug) et aux Pays-Bas (Zwanenberg).

(576/51) Le groupe plastique de Worms RENOLIT-WERKE GmbH (cf. n° 570 p.36) a rationalisé ses intérêts en République Fédérale en absorbant ses affiliées ELASTONWERKE GmbH (Waldkrallburg) et G.J.B.-GES. FÜR INDUSTRIELLE BETEILIGUNGEN mbH (Schaag bei Breyell/Rhld.).

PUBLICITE

(576/52) Présente depuis le début 1969 à Düsseldorf avec une filiale, HAMILL TOMS GmbH (cf. n° 504 p.35), l'agence britannique de publicité et relations publiques HAMILL TOMS LTD de Cheltenham/Gloucestershire. (cf. n° 531 p.42) a négocié avec son homologue de Francfort CHRIST VERLAG KG une association dans le secteur des relations publiques.

Le cadre en sera une filiale commune, CHRIST-HAMILL TOMS GmbH (Francfort), dirigée par MM. Peter Bloomfield et Jurgen Christ.

TEXTILES

(576/52) Le groupe CONTINENTALE LINOLEUM UNION AG de Zurich (cf. n° 540 p.37) a renforcé ses intérêts aux Pays-Bas dans l'industrie du tapis (cf. n° 545 p.37) en prenant à Goolse le contrôle de la société N.V. TEXTIEL-ONDERNEMING A. & A. DE WIJS N.V. (cf. n° 282 p.32) et de sa filiale N.V. TAPIJTVEREDELING DE WIJS. Spécialisées l'une et l'autre dans les tapis tuftés, moquettes et revêtements de sol, celles-ci, qui occupent quelque 170 personnes, garderont leur direction actuelle.

Le groupe suisse a pour filiale dans le pays la firme de revêtements de sol N.V. NEDERLANDSE LINOLEUMFABRIEK (Krommenie), et il a pris il y a quelques mois le contrôle à Hilversum de la manufacture de tapis MACHINALE WEVERIJEN ARIE VEEN N.V. (cf. n° 516 p.34) et de sa filiale INTER-TUFT N.V. (Soest).

(576/52) La compagnie belge d'enduits textiles et étoffes en mailles TAS SA de Seneffe (cf. n° 563 p.38) négocie avec le groupe KON. NED. TEXTIEL UNIE N.V. -KNTU d'Enschede (cf. n° 569 p.41) une coopération industrielle - voire une concentration - pour certaines activités communes, au niveau notamment de la filiale N.V. KON. TEXTIELFABRIEKEN JORDAN-TER-WEEME (Haasbergen) spécialisée dans les doublures, du groupe néerlandais.

Celui-ci est représenté à Bruxelles par une affiliée d'enduits textiles synthétiques, N.V. TEXTIELFABRIEKEN JORDAN-TER-WEEME (anc. TEXTIEL UNIE BELGIE N.V. - cf. n° 310 p.29). TAS est affiliée au groupe français D.M.C.-DOLLFUS, MIEG & CIE SA, directement et à travers la société de portefeuille TEXUNION SA (cf. n° 567 p.42).

(576/53) Les intérêts en Autriche du groupe de lingerie et bonneterie TRIUMPH INTERNATIONAL AG de Munich (cf. n° 555 p.36) se sont enrichis à Vienne de la société VESTA MODEN AG (capital de Sh. 1 million), présidée par M. Heinz Streit et directement contrôlée par la filiale suisse FIGURINA AG (Zurzach/Aargau).

TRIUMPH possédait déjà notamment deux filiales à Vienne : VESTA GmbH (anc. VESTA PRODUKTIONGESELLSCHAFT mbH) - qui a fusionné en 1969 avec la filiale VESTA GmbH (première du nom) - et TRIUMPH INTERNATIONAL AG (cf. n° 541 p.42).

(576/53) Les firmes lainières néerlandaises BLIJDENSTEIN-WILLINK N.V. d'Enschede (cf. n° 574 p.40) et A. & N. MUTSAERTS' WOLLENSTOFFENFABRIEKEN N.V. de Tilburg (cf. n° 554 p.41) ont conclu un accord de coopération commerciale en République Fédérale au niveau de leurs filiales respectives de Leverkusen BLYDENSTEIN-WILLINK EXPORT-IMPORT GmbH et A. & N. MUTSAERTS EXPORT-IMPORT GmbH (anc. à Krefeld), toutes deux dirigées par M. Albert Gölden.

(576/53) Connu notamment pour ses fibres texturées "Helanca" dont il a cédé les licences dans le monde entier, le groupe suisse HEBERLEIN HOLDING AG de Wattwil (cf. n° 538 p.34) a transféré les actifs de sa filiale allemande de fibres chimiques HASENCLEVER & HÜSER oHG de Wuppertal (cf. n° 472 p.28) à une nouvelle affaire, HASENCLEVER & HUSER GmbH (Wuppertal) au capital de DM. 1 million, où il est associé à un autre groupe suisse, LONZA AG (cf. n° 556 p.35), pour 25 %.

(576/53) Filiale de la STE INDUSTRIELLE DE BONNETERIE SA de Troyes/Aube (cf. n° 536 p.40), elle-même contrôlée par la compagnie TRICOTAGE INDUSTRIEL MODERNE TIMWEAR SA (cf. n° 548 p.36), la compagnie française de bas et collants COLROY SA (cf. n° 531 p.43) a transformé sa succursale commerciale de Düsseldorf en filiale sous le nom de COLROY GmbH (capital de DM. 100.000), placée sous la direction de MM. Hervé Gouria et Erhard Mechtenberg.

(576/53) La manufacture allemande de tapis et revêtements de sols BESMER TEPPICHFABRIK MERTENS KG d'Hameln (cf. n° 522 p.39) a simplifié ses structures en absorbant sa filiale commerciale TEXTILWERK GmbH (Hameln).

Entreprise familiale occupant quelque 1.500 personnes et réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à DM. 132 millions, la firme d'Hameln possède plusieurs filiales commerciales à l'étranger, notamment en France (Croix/Nord) et en Belgique (Waregem).

(576/54) Le groupe lainier et de confection de Milan LANI-FICI RIVETTI SpA , qu'anime M. Alessandro Rivetti (cf. N° 525 p. 32), a installé à Francfort la société de vente de prêt à porter GRUPPO FINANZIARIO TESSILE DEUTSCHLAND MODELKLEIDUNGSVERTRIEBS GmbH, directement contrôlée par le holding de Turin GRUPPO FINANZIARIO TESSILE Sas (cf. N° 516 p. 34).

(576/54) L'entreprise allemande de prêt à porter et confection KLEIDERFABRIK JOBA, J. & K. BAADER (Kirelach/üb. Schwetzingen) a créé en Suisse une affiliée commerciale, MODE-LIPP GmbH (St Margrethen/St Gall) au capital de FS 400.000, placée sous la direction de Mme C. Lipp Rohner (associée pour 50 %).

(576/54) Les sociétés suisses de teinture et apprêt textiles AIUTO AG (Zurich) et FÄRBEREI SCHETTY AG de Bâle (cf. N° 489 p. 33) ont négocié l'établissement d'une coopération commerciale et industrielle entre leurs filiales en République Fédérale, FÄRBEREI & APPRETUR SCHUSTERINSEL GmbH et FÄRBEREI SCHETTY GmbH, toutes deux à Weil am Rhein.

(576/54) Une concentration a été réalisée aux Pays-Bas entre les entreprises de couvertures et duvets BEUTH & C° N. V. (Barneveld) et CLAUSHUIS N. V. (Naarden) au profit de la première (marque "Irisette") . Transformée en CLAUSHUIS-BEUTH & C° N. V. , celle-ci sera dirigée par MM. Claushuis et C. de Vries et conservera une succursale à Naarden.

TOURISME

(576/54) A l'exemple de leurs concurrents GROSSVERSANDHAUS QUELLE GUSTAV SCHICKEDANZ AG (Fürth) et KARSTADT AG (Essen), associés depuis peu 75/25 dans l'entreprise de tourisme TRANSEUROPA REISEN GmbH (anc. QUELLE REISEN GmbH - cf. N° 566 p. 34), les groupes de grands magasins KAUFHOF AG de Cologne (cf. N° 508 p. 37) et HERTIE WAREN- & KAUFHAUS GmbH de Berlin et Francfort (cf. N° 473 p. 24) ont décidé la mise en commun de leurs activités touristiques au sein d'une filiale commune chargée d'élaborer des programmes de voyage devant être diffusés par l'intermédiaire de leurs quelque 225 points de vente et magasins, par le soin de leurs filiales respectives HERTIE REISEN GmbH et KAUFHOF REISEN GmbH.

(576/55) Filiale de la compagnie belge CHARBONNAGES D'AISEAU-PRESLES SA de Farciennes (cf. N° 535 p. 36), la société GENERAL PRODUCTS SA (Roselies/Charleroi) s'est donnée une filiale à Paris, GENERAL PRODUCTS FRANCE SA (capital de F. 100.000), dont l'objet est le négoce de tous matériels de camping et équipements relatifs aux loisirs.

(576/55) Poursuivant l'expansion de ses activités dans le domaine de la restauration et hôtellerie routière, la compagnie JACQUES BOREL INTERNATIONAL SA de Paris (groupe de New York W.R. GRACE & C° - cf. N° 574 p. 41) a constitué la STE DE PROMOTION DES AUTOROUTES DE BOURGOGNE-S.P.A.B. SA de Paris (capital de F. 1 million), que préside M. Benjamin Cohen et dirige M. Jacques Borel.

Dans ce secteur, la fondatrice avait déjà deux filiales, STE DE PROMOTION TOURISTIQUE DES AUTOROUTES SA (Paris) et STE DE PROMOTION DES AUTOROUTES DE PROVENCE COTE D'AZUR-SPAPCA SA (Marseille) - où elle est associée à la STE REGIONALE POUR L'EXPANSION TOURISTIQUE DE LA PROVENCE COTE D'AZUR & DES ALPES DU SUD-SORETO SA (Marseille).

(576/55) Spécialisée dans les tapis, moquettes, rubans, fibres artificielles, etc ..., la société française TEXTILE SAINT-MACLOU SA de Wattrelos/Nord (cf. N° 497 p. 39) a diversifié ses intérêts en se donnant à son siège une filiale d'exploitation d'hôtels, motels et restaurants, REMO SA DE RESTAURANTS & MOTELS (capital de F. 100.000), que préside M. Jean Mulliez.

TRANSPORTS

(576/55) Les accords conclus fin 1969 (cf. N° 544 p. 35) entre les armements français WORMS & CIE (cf. N° 575 p. 28) et allemand DEUTSCHE DAMPFSCIFFFAHRTSGESELLSCHAFT "HANSA" (cf. N° 561 p. 41) en vue de rationaliser leurs activités maritimes aux Pays Bas ont été sanctionnés par la création d'une filiale paritaire à Rotterdam, HANSA-WORMS N.V. (capital de Fl. 200.000).

Dirigée par MM. C. Groenenboom, H.G. Heiremann et E.A. Winkelman, la nouvelle affaire est sous le contrôle direct des filiales respectives des deux groupes à Rotterdam, WORMS & CIE N.V. et NEDERLANDS SCHEEPVAARTBEDRIJF "HANSA" N.V.

(576/55) Filiale à Göteborg de l'armement suédois REDERI A/B SVENSKA LLOYD de Göteborg (cf. N° 439 p. 39), la compagnie d'affrètement et transport A/B DIREKTTRANSPORT s'est donnée une filiale à La Haye, DIREKTTRANSPORT (INTERNATIONAL) N.V. (capital de Fl. 25.000), dirigée par M. K.O. Stolz.

(576/56) La firme allemande de courtage pour frêt HANS FRANKE SPEDITIONS GmbH (Düsseldorf) a installé une affiliée aux Pays Bas et une autre en Grande Bretagne. La première, HANS FRANKE (NEDERLAND) N.V. (capital de Fl. 50.000), est dirigée de Rotterdam par M. Theo Kermis; la seconde, HANS FRANKE (U.K.) Ltd (capital de £ 100) est dirigée de Gravesend/Kent par M. Eric J. Bulmer.

(576/56) Escomptant le succès de ses négociations actuelles avec les compagnies américaine PHILTANKERS INC. (groupe PHILLIPS PETROLEUM C° de Bartlesville/Okl. - cf. N° 575 p. 32) et japonaise BRIDGESTONE LIQUEFIED GAS C° Ltd (groupe MITSUI & C° Ltd de Tokyo - cf. N° 563 p. 20) dans le domaine du transport de gaz liquéfié - négociations qui devraient aboutir à la création d'un holding commun à Luxembourg - la compagnie SAGA-SA DE GERANCE & D'ARMEMENT SA de Paris (groupe ROTHSCCHILD SA - cf. N° 566 p. 36) a constitué une filiale-cadre, STE FRANCAISE D'ARMEMENT DE NAVIRES TRANSPORTEURS DE GAZ-SOFRANGAZ SA (capital de F. 100.000), que préside M. André Ansteit.

(576/56) Membres du groupe de transports maritimes qu'anime à Copenhague M. Maersk Mc-Kinney Moller, les compagnies DAMPSKIBSSELSKABET SVENDBORG A/B et DAMPSKIBSSELSKABET AF 1912 A/S se sont associées à parité pour former à Luxembourg la société de portefeuille MAERSK FINANCE SA (capital de \$ 4 millions), dont les premiers administrateurs sont MM. Maersk, Andersen et Fogh.

(576/56) La compagnie de portefeuille GENSTAR LTD (Montreal), membre du groupe de la STE GENERALE DE BELGIQUE SA (cf. N° 571 p. 26), négocie la fusion de sa filiale (à travers McALLISTER TOWING Ltd) ISLAND TUG & BARGE Ltd, spécialisée dans le transport par barges en Colombie britannique, avec la compagnie VANCOUVER TUG BOAT C° LTD (Vancouver), filiale à même vocation du groupe américain DILLINGHAM CORP. (Honolulu/Hawai), au sein d'une affaire du nom de VANISLE TUG & BARGE Ltd qu'elle contrôlera à parité avec ce groupe (cf. N° 574 p. 42).

GENSTAR s'est par ailleurs assurée, à travers l'entreprise de matériaux de construction (béton, asphalte, chaux, etc ...) B.A.C.M. INDUSTRIES Ltd (Winnipeg/Man.), qu'elle contrôle depuis peu (cf. N° 559 p. 33), le contrôle de la firme d'éléments en béton pour la construction REX HOLDINGS LTD.

(576/56) L'armateur grec Gerassimos A. Theotocatos a créé à Luxembourg une affaire de courtage maritime, GER. A. THEOTOCATOS SHIPPING & COMMERCIAL ENTERPRISES LTD Sarl, dont il détient 95 % du capital (F. Lux. 100.000) et dont il assure la gérance.

(576/56) Sous contrôle néerlandais et animée par M. Marinus Zweers (Arnhem), la firme allemande de transport et transit SPEDITIONS- & TRANSPORTGESELLSCHAFT SPETRA GmbH d'Emmerich (anc. à Wesel - cf. N° 269 p. 23) a ouvert une succursale à Willingen/Schw.

VERRE

(576/57) Les liens unissant les groupes français C.G.E. - CIE GENERALE D'ELECTRICITE SA de Paris (cf. N° 575 p. 28) et CIE DE SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON SA de Neuilly/Hts-de-Seine (cf. N° 575 p. 36) - à travers leur filiale paritaire SEDIVER SA de Paris (cf. N° 519 p. 37) - ainsi que britannique PILKINGTON BROTHERS Ltd (St Helens/Lancs.) dans le domaine de la vente d'isolateurs en verre vont être renforcés avec la concentration de leurs actifs industriels spécialisés.

L'opération se déroulera en deux étapes : (1) fusion de SEDIVER, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de F. 61 millions avec son usine de Saint-Yorre/Allier, avec la CIE GENERALE D'ELECTRO-CERAMIQUE SA (Paris); celle-ci, filiale absolue de C.G.E (cf. N° 522 p. 26), réalise un chiffre d'affaires annuel de F. 91 millions avec ses usines de Bazet/Htes Pyrénées, Andaucette/Drôme et Bayonne/B.P.; (2) création d'une filiale commune entre C.G.E. (67,5 %), SAINT-GOBAIN-PONT-A-MOUSSON (20,5 %) et PILKINGTON (12 %), appelée à recevoir les actifs de SEDIVER et de GENERALE D'ELECTROCERAMIQUE ainsi que ceux de la Division "isolateurs en verre" du partenaire britannique. La production de la nouvelle affaire couvrira 25 % des besoins mondiaux et sera commercialisée hors de France et de Grande-Bretagne par la compagnie SEDIVER-PILKINGTON INTERNATIONAL SA (Paris), filiale 65/35 de SEDIVER et de PILKINGTON.

DIVERS

(576/57) L'entreprise belge de représentation et négoce en gros d'équipements médicaux et chirurgicaux ETS LAMMERS & CIE-LAMCO Sca d'Ixelles-Bruxelles (cf. n° 203 p.19) a ouvert en France (Linselles/Nord) une succursale que dirige M. R. Lammers.

(576/57) Poursuivant son expansion à l'étranger (cf. n° 545 p. 19), la manufacture CHAUSSURES MYRYS SA de Paris s'est dotée d'une filiale de vente à Francfort, CHAUSSURES MYRYS DEUTSCHLAND GmbH (capital de DM. 200.000), que gèrent MM. Baron (Francfort) et Michel Riu (Lompont-sur-Orge/Essonne).

La fondatrice a récemment installé des filiales commerciales sous son nom à Lausanne et à Schaerbeek-Bruxelles.

(576/57) Le groupe néerlandais de négoce de combustibles solides et liquides, produits de carrières, matériaux de construction, etc... PLOUM VEREE-NIGDE BEDRIJVEN N.V. de Kerkrade (cf. n° 575 p. 15) s'est donné une filiale à Aix-la-Chapelle, PLOUM MINERALIEN GmbH (capital de DM. 20.000), dirigée par M. Joseph P. Ploum.

INDEX DES PRINCIPALES SOCIETES CITEES

A. C. E. C.	P. 24	Boswau & Knauer	P. 19
A. G. (Groupe)	15	Boulonnerie & Matricage de	
Agip	49	Précision Blanc	32
Antverpia	18	BP	50
Applied Power Industries	31	Bridgestone Liquefied Gas	56
Asbestos	17	Brissonneau & Lotz	36
Auro-Leasing & Mietdienst	16	Brönswerk Automatic	27
Automatic Sprinkler	27	Bubiag	39
Auxiliaire de Participations		Burgess Industries	31
Minières	46	Cantieri Navali del Tirenno	28
Babcock & Wilcox	30	Care Car Rental	16
Baglini & C°	20	Casco	20
Balamundi	48	C. C. M. C.	35
B. A. M.	17	Centrale de Dynamite (Sté)	21
Bamag	27	Certa-Nederland	51
Bank of Nova Scotia	37	Champagne Fournier	42
Banque Blyth	38	Charfa	48
Banque de Paris & des Pays-Bas	37	Christ-Hamill Toms	52
Baratta	46	Citroën	16
Bauhütte Weser-Ems	19	Claushuis-Beuth	54
Bauknecht (G.)	24	Cofimer	41
Bayerische Hypotheken- &		Cogi-Indal	46
Wechselbank	39	Colroy	53
Beka Möbelwerke	15	Compteurs (Cie des)	28
Bellaplast	51	Continental Linoleum Union	52
Belzer-Werk	29	Contraves	33
Benquet-Boyoval & Cie	46	Cope-Allman	35
Berger-Bauboag (Julius)	17	Cornouaille Française (Sté de la)	21
Berliet	16	Cottan Cosmetic	49
Besmer Teppichfabrik	53	Crédit Lyonnais	18
Birrifici Meridionali	44	Crown Cork	45
Blanchaud (Ets. Maurice)	43	Cummins	30
Blydenstein-Willink	53	Decision Data	33
B. N. P.	35	Dehydag	21
B. N. S. International	37	Delta P	31
Boa Nederland	45	Denonville	30
Boehringer Sohn (C. H.)	50	Deutsche Grammophon	33
Bomag	27	Dietetische Laeube	43
Bomap	32	Direkttransport	55
Bongrain & Cie (J.)	42	Divo Inmar	22
Bontex	47	Donaldson Eurafrica	29
Borel International (Jacques)	55	Dortmunder Union-Brauerei	40
Borg-Warner	26	Dresdner Bank	17
Borsig	30	Dropsy	48

Dubar & Autier (Sté)	P. 28	Grands Moulins de Paris	P. 41
Dubernard	50	Grün & Bilfinger	17
Dynham-Bush	29	Gruppo Finanziario Tessile	54
E.G.O. France	25	G.S. Nord	43
Ehret Rent A Car	16	Habra-Werk	P. 32
Electro-Mécanique (Cie)	37	Hachette	32
Elektronik-Export-Import	25	Haindl'sche Papierfabriken	47
Elikraft	39	Halbertsma	35
Entreprises Devars Naudo & Cie	19	Hamill Toms	52
Entreprises Fougerolle Limousin	17	Hannen-Brauerei	40
Envirotech Corp.	29	Hansa-Worms	55
Etna Daalderop Holding	46	Harnischfeger	30
Etudes & Conseils Aero	23	Harzer Achsenwerke	51
Explosifs & Produits Chimiques	20	Hasenclever & Hüser	53
FAG-Kugelfischer Georg Schäfer	26	Hawodur	51
Färberei Schetty	54	H. B. M. Bau	17
Faun-Werke	27	Heberlein Holding	53
Financière Haussmann	18	Heinzel & Nicolaus	48
Financière de Paris & des Pays-Bas (Cie)	23-33	Henkel	21-36
Finimtrust	38	Hertie	54
Forges de Chatillon-Commentry- Biache	46	Hollandsche Beton Groep	17
Forges de Thy-Marcinelle & Monceau	45	Holzmann (Phillip)	17
Française des Pétroles (Cie)	49	Honda	16
Franke (Hans)	56	Howard-Rotavor	32
Fromagerie Franco-Suisse	42	Hudig	15
Funderingstechniek Nederland	17	ICEF	22
General Biscuit	40	Immobilière France-Bureaux	18
General Exploration	37	Imprimerie François	32
General Products	55	Industrie & Handel (AG für)	48
Générale (Sté)	18-35	Industrielle & Financière d'Alais	38
Générale d'Electricité (Cie)	34-57	Intercard	47
Générale d'Electro-Céramique	57	Interfinanza	38
Générale Fondère	23	International Coating Materials	20
Générale de Sous-Traitante	46	Internationale pour l'Informatique	34
Genstar	56	I. O. S.	39
Georgia Bonded Filters	47	Iris Belgium	18
Geveke & Groenpol	25	Japex	49
G. F. E. -Benelux	36	Jellinghaus	45
Gilbert (Andrew)	36	Jiskoot	25
Giseco	37	Johnson Bloy Baglini	20
Goldmann Sales Centre (Heinz)	22	Kaiser Aluminum & Chemical	44
Goldschmidt (Th.)	21	Kampffmeyer (E.)	41
Göta Cellulosa	47	Karpaten-Gastronomie	40
		Kaufhof	54
		Keltron	33

Kiepe Elektrik	P. 24	Paribas	P. 33-37
Kleemann	31	Pauw (Charles de)	19
Kleiderfabrik Joba	54	Péchiney	23-46
Koehring	27	Penarroya	46
Kon. Ned. Papierfabriek	47	Peters Spencer International	25
Kon. Ned. Textiel Unie	52	Petrofina	20
Kon. Textielfab. Jordan-Ter-Weeme	52	Philips	24-33
Kracht	31	Philtankers	56
Kraftco	42	Pien & Glasson (Ets.)	43
Kredietbank	38	Pilkington Brothers	57
Kübel	15	Pintsch Bamag	27
Laboratoires Labaz	50	Piper Heidsiek	42
Lammers & Cie-Lamco (Cie)	57	Ploum	57
Langeveldt, De Vos, De Waal	15	Power Gas Corp.	27
Lanifici Rivetti	54	Power Packer Europa	31
Lepoivre & Cie (A.)	18	P. R. B.	21
Lesieur	43	Princeton Electronic Products	34
Lombardini	29	Prodorit Bautenschutzmittel	21
Lutece Holland	40	Produits Dolomitiques de Mer-	
Lyonnaise des Eaux & de l'Eclairage	26	lemont	45
Maersk Finance	56	Quelle	21-22-54
Mako	47	Racal-Milgo	34
Malbranche (Marcel)	28	Raffinerie Tirlemontoise	41
Mannesmann	26	Rando	30
MD Papierfabriken	48	Reemtsma	40
Mediobanca	38	Rehau Plastiks	51
Metaltherm	19	Reisch & Cie	25
Metra International	22-23	Remo SA de Restaurants & Motels	55
Miller (André)	36	Rencontre	32
Mode-Lipp	54	Renolit-Werke	52
Mokta (Cie de)	21	Rentokil	19
Mondadori (Arnoldo)	32	Resort Group	38
Mondialchrome	20	Rexroth (G. L.)	26
Montabert	30	Riccardi	44
Mülheimer Brotfabrik	41	Rivoire-Carret-Lustucru	42
Mutsaerts (A. & N.)	53	Rizeries Indochinoises	42
Myris	57	Rothschild	43-46-56
N. C. B.	47	Ruhaak & C°	45
Nickel (Le)	46	Ruhrgas	50
Nobel-Bozel	21	R. V. S. Risques Divers	15
Nourylande	43	Saarbergwerke	29
Omnium de Centres d'Emplois	23	Saga	56
Orbis Bank	39	Sainrapt & Brice	19
Ovo-France	44	Saint-Gobain-Pont-A-Mousson	23-28-37-57
Pansal	23	Santoni	35
Papierfabrik Laakirchen	48	Schaap (A. de)	44
		Schaffgotsch	39

Schmidt GmbH Metallwarenfabrik	P. 44
Schwarzkopf (Hans)	49
Scientific Resources	33
Scott & C° (W. D.)	22
Secoma	29
Sediver	57
Seeger-Orbis	26
S. E. L. M. A.	38
Sema-Metra	23
S. E. R. I.	18
Setilex	42
S. H. V.	25
S. I. C. A. Armagnac Vertrieb	40
Sidem	37
Sigma	26
Signaux & d'Entreprises Electriques	23
Sippelor	18
S. K. F.	26
Sleutels Conserven	43
Smith & Nephew	50
S. N. Marep	36
Socea	37
Sofrangaz	56
Sofrariz	42
S. O. M. D. I. A. A.	41
Sonics	23
Sony	34
Spetra	56
Stigwood Group (The Robert)	33
Storapro	35
Süddeutsche Zucker	41
Suiker-Unie	44
Svenska Tändsticks	35

Tas	P. 52
Telmi Italia	35
Tennant	31
Textile Saint-Maclou	55
Topcon Europa	31
Tokyo Optical	31
Total	49
Trabia	20
Transeuropa Reisen	54
Tréfileries de Chatillon-Gorcey	18
Triumph International	53
Tunzini	28
Union Industrielle & d'Entreprise	36
Unipol	43
United Biscuit	40
Universal Industries	37
Vanisle Tug & Barge	56
Ver. Verpackungsges.	36
Vesta Moden	53
Wallace-Murray	45
Wang Laboratories	34
Warner Motive Produkte	26
Westfalenbank	39
Westinghouse Electric	24
Westzucker	41
Wijs (De)	52
Wolff & Sohn	49
Worms	55
Zeiss	28
Zett-Geräte	28
Zuckerfabrik Warburg	41